

LCL ACTIONS EURO

OPCVM de droit français

Société de gestion

Amundi Asset Management

Sous déléataire de gestion comptable en titre

CACEIS Fund Administration France

Dépositaire

CACEIS BANK

Commissaire aux comptes

DELOITTE & ASSOCIES

Sommaire

	Pages
Caractéristiques de l'OPC	3
Compte rendu d'activité	4
Vie de l'OPC sur l'exercice sous revue	15
Informations spécifiques	16
Informations réglementaires	17
Certification du Commissaire aux comptes	21
Comptes annuels	26
Bilan Actif	27
Bilan Passif	28
Hors-Bilan	29
Compte de Résultat	30
Annexes aux comptes annuels	31
Règles et méthodes comptables	32
Evolution de l'Actif net	35
Compléments d'information	36
Tableau des résultats au cours des cinq derniers exercices	44
Inventaire	45
Complément d'information relatif au régime fiscal du coupon	52

Informations clés pour l'investisseur

Ce document fournit des informations essentielles aux investisseurs de ce fonds. Il ne s'agit pas d'un document promotionnel. Les informations qu'il contient vous sont fournies conformément à une obligation légale, afin de vous aider à comprendre en quoi consiste un investissement dans ce fonds et quels risques y sont associés. Il vous est conseillé de le lire pour décider en connaissance de cause d'investir ou non.

LCL ACTIONS EURO

Codes ISIN : (C) FR0012384725, (D) FR0000018954

OPCVM de droit français géré par Amundi Asset Management, société de Amundi

Objectifs et politique d'investissement

Classification AMF ("Autorité des Marchés Financiers") : Actions des pays de l'Union Européenne

En souscrivant à LCL ACTIONS EURO, vous investissez principalement dans des OPC et/ou des actions des entreprises des Etats membres de la zone Euro. Des produits monétaires et obligataires pourront également être sélectionnés.

L'objectif de gestion de la Sicav est de réaliser à moyen terme une performance supérieure à celle de son indice de référence, le MSCI EMU (dividendes réinvestis), représentatif des principales capitalisations boursières des pays membres de la zone euro, après prise en compte des frais courants, via une sélection active d'OPC et de titres vifs.

Pour y parvenir, l'équipe de gestion sélectionne des titres vifs et/ou des OPC mettant en œuvre des stratégies d'investissement complémentaires dans le but de diversifier les sources de performances potentielles et de réduire la concentration des risques.

Après avoir établi un scénario boursier en s'appuyant sur les analyses internes à la société de gestion, l'équipe de gestion sélectionne les OPC présentant les meilleurs opportunités en termes de potentiel de performance. Les OPC sélectionnés sont gérés selon une approche purement fondamentale (analyse approfondie des caractéristiques des entreprises) et/ou selon une approche par les risques (mesure de risques). L'équipe de gestion cherchera donc à construire un portefeuille composé principalement d'OPC de gestion active et d'actions disposant d'un potentiel de performance qui est fonction du niveau de risque calibré par le scénario boursier.

La SICAV a vocation à être exposée à 100% de son actif net aux marchés des pays de l'Union Européenne avec un minimum de 60% en de son actif net en actions des pays de la zone euro. Les actions sont émises par des sociétés de toutes capitalisations et sans restriction de secteurs.

La SICAV pourra également être composé d'obligations publiques et privées émises en euros sélectionnées selon le jugement de la gestion et dans le respect de la politique interne de suivi du risque de crédit de la société de gestion. Pour cette sélection, la gestion ne s'appuie ni exclusivement ni mécaniquement sur les notations des agences. La gestion pourra recourir à des titres ayant une notation allant de AAA à BBB- sur l'échelle de Standard & Pours et Fitch ou de Aaa à Baa3 selon Moody's) ou jugées équivalentes selon la société de gestion.

Le fonds pourra conclure des opérations d'acquisitions et cessions temporaires de titres. Des instruments financiers à terme pourront également être utilisés à titre de couverture et/ou d'exposition et générer une surexposition pouvant ainsi porter l'exposition de l'OPC au-delà de l'actif net du fonds.

LCL ACTIONS EURO est éligible au PEA.

Le résultat net et les plus-values nettes réalisées de la SICAV sont systématiquement réinvestis pour l'action C créée le 19 décembre 2014. Le résultat net de la SICAV est intégralement redistribué chaque année et les plus-values nettes réalisées de la SICAV sont réinvesties ou redistribuées chaque année sur décision de la SICAV pour l'action D créée le 25 septembre 1978.

Vous pouvez demander le remboursement de vos actions chaque jour, les opérations de rachat sont exécutées de façon quotidienne.

Recommandation : cette SICAV pourrait ne pas convenir aux investisseurs qui prévoient de retirer leur apport avant 5 ans.

Profil de risque et de rendement

à risque plus faible, à risque plus élevé,

rendement potentiellement plus faible rendement potentiellement plus élevé

1	2	3	4	5	6	7
---	---	---	---	----------	---	---

Le niveau de risque de cette SICAV reflète principalement le risque du marché des actions européennes sur lequel il est investi.

Les données historiques utilisées pour le calcul de l'indicateur de risque numérique pourraient ne pas constituer une indication fiable du profil de risque futur de l'OPCVM. La catégorie de risque associée à cette SICAV n'est pas garantie et pourra évoluer dans le temps.

La catégorie la plus faible ne signifie pas « sans risque ».

Le capital initialement investi ne bénéficie d'aucune garantie.

Les risques importants pour l'OPCVM non pris en compte dans l'indicateur sont :

- Risque de crédit : il représente le risque de dégradation soudaine de la qualité de signature d'un émetteur ou celui de sa défaillance.
- Risque de contrepartie : il représente le risque de défaillance d'un intervenant de marché l'empêchant d'honorer ses engagements vis-à-vis de votre portefeuille.
- L'utilisation de produits complexes tels que les produits dérivés peut entraîner une amplification des mouvements de titres dans votre portefeuille.

La survenance de l'un de ces risques peut avoir un impact négatif sur la valeur liquidative de votre portefeuille.

Compte rendu d'activité

Avril 2020

La lumière au bout du tunnel. Le rebond entamé dans la dernière semaine de mars s'est poursuivi sur les premiers jours de la période sous revue, les chiffres en provenance des principaux foyers européens laissant penser que le pic de la pandémie était maintenant passé. Les premiers messages sur l'assouplissement des mesures de confinement en Autriche et au Danemark sont allés dans le même sens, tout comme la perspective du déconfinement progressif en Europe, synonyme du redémarrage de l'économie. Accompagnés des annonces de reprises effectives ou planifiées de sites industriels emblématiques - Wolfsburg par Volkswagen, Flins par Renault - ils ont permis au marché d'encaisser des indicateurs macroéconomiques touchant souvent des points historiques. L'indice PMI services de la Zone Euro a ainsi touché en mars un plus bas depuis sa création en 1998 et le PIB T1 de la zone euro, publié en fin de mois, est ressorti en repli de 3,8%, dont -5,8% en France, une baisse inédite depuis les années 30. Affichant une hausse de 8,8%, le Stoxx600 a néanmoins dû se contraindre à faire quelques pas en arrière lors de l'ultime séance du mois. Loin des proportions atteintes par celle du mois précédent, la réunion mensuelle de la BCE a effectivement laissé le marché sur sa fin, la banque centrale n'ayant rien annoncé de nouveau, au-delà d'un assouplissement des conditions d'accès aux TLTRO. Le Stoxx600 n'en a pas moins pris 6,6% sur l'ensemble de la période et si le biais cyclique du rebond a été significatif, quelques secteurs aux qualités défensives éprouvées au cours des semaines passées ont aussi largement contribué à la hausse. Au sein des cycliques, l'automobile (+13,4%) et le transport et loisirs (+12,1%) ont profité à plein de la thématique « déconfinement/redémarrage de l'économie ». Même constat pour les technologiques (+10,1%), tirées par les segments des semi-conducteurs, les industrielles (+8%) et les matériaux de base (+8%). Très résistantes dans la baisse, quelques défensives ont également su se positionner comme moteurs importants de la hausse, à l'image de la santé (+9,6%), les biens de consommation (+7,9%) ou la distribution (+6,7%). Les chiffres T1 de Roche et d'AstraZeneca expliquent une grande partie de la surperformance de la première. Ceux de L'Oreal, LVMH et Reckitt celle des deuxième. Quant à la distribution, elle a été poussée par les acteurs de la livraison à domicile comme Ocado, Just Eat ou Zalando. En queue de peloton, les secteurs habituellement recherché pour leurs rendements élevés n'ont capté qu'une partie du rebond. Sous la pression de la BCE et la PRA, de nombreux établissements bancaires (+1,3%) ont suspendu tout versement de dividendes. Même cause, même conséquences chez les assureurs (+5,3%) après le message de l'EIOPA. Les doutes sur les dividendes ont également empêché les télécoms (+4,1%) et les utilities (+2,2%) de faire aussi bien que l'indice large. En queue de peloton, les pétrolières sont les seules à finir dans le rouge. La saturation des infrastructures de stockage outre-Atlantique, une demande annoncée par l'Opep comme la plus faible des trois dernières décennies et l'expiration du contrat de mai ont emmené les cours du WTI en territoire négatif pour la première fois de son histoire.

Mai 2020

Le verre à moitié plein. Après avoir repris entre la mi-mars et la fin avril plus ou moins la moitié de ce qu'ils avaient perdu entre la mi-février et la mi-mars, les indices européens ont longtemps cherché une tendance. Sur les trois premières semaines de la période sous revue, les espoirs de reprise économique ont compensé les nombreux vents contraires qui ont soufflé, à commencer par les statistiques macroéconomiques en zone euro lourdement impactées par les mesures de confinement. Le PIB T1 de la zone est ainsi ressorti en repli de 3,8% (vs -3,5%e), et de 5,8% en France (vs -3,5%e). Les commandes à l'industrie se sont repliées de 16% en Allemagne en mars. Même le regain de tensions commerciales entre Washington et Pékin n'a pas réussi à sortir le Stoxx600 de son mouvement de consolidation horizontale. La sortie s'est finalement faite, par le haut, grâce à l'inflexion donnée par les nouvelles positives entourant le « mRNA-1273 » de Moderna Therapeutics. Comme les annonces autour du Remdesevir fin avril, les résultats du laboratoire de Boston sur son traitement contre le COVID-19 ont emballé les marchés. L'accélération des mesures de déconfinement et la proposition par Paris et Berlin de la mise sur pied d'un fonds de 500Md? financé par des émissions de la Commission Européenne, première initiative de dettes européennes. Le Stoxx600 a donc achevé le mois de mai sur une hausse de 3,5%, notamment poussé par ses segments les plus cycliques comme la construction (+8,1%), les matériaux de base (+7,7%) ou les industrielles (+6,8%). Les technologiques (+7,6%) ont également contribué, grâce aux semi-conducteurs. Quelques défensives ont réussi à prendre l'aspiration, à l'image de la distribution (+6%), des utilities (+5,7%) et des télécoms (+3,7%), très en retard depuis le point bas du marché. En bas de tableau, les financières n'ont pas eu autant de chance. Elles sont les seules à finir dans le rouge en dépit d'un sursaut sur la seconde quinzaine.

OPCVM LCL ACTIONS EURO

Juin 2020

Le mois a démarré comme le précédent s'était achevé : bien orienté. Les signaux envoyés par l'économie européenne se sont d'abord révélés moins mauvais qu'anticipé, tant sur l'activité que sur l'emploi. De nouvelles mesures de soutien ont également poussé dans le bon sens, avec l'annonce par Berlin un plan de relance de 130Md€ sur 2020 et 2021, incluant notamment une baisse de la TVA. La BCE est, pour sa part, allée au-delà des attentes du marché en relevant son PEPP de 600Mds et en reculant l'échéance. La crainte d'une seconde vague a déclenché des prises de bénéfices marquées, emportant notamment les secteurs « value/cycliques », à l'origine de la hausse récente. La consolidation ne s'est pas installée. La hausse, deux fois plus élevée qu'attendu, des ventes au détail US en mai et la publication d'une série d'indices PMI européens au-dessus des attentes ont poussé dans la même bonne direction. En France notamment, les PMI manufacturier et des services sont repassés au-dessus du cap des 50 (vs 40,6 et 31,1 en mai). Globalement, le MSCI Emu affiche une hausse de 4.89%. Même s'ils ont moins poussé qu'au cours du mois précédent, les principaux moteurs de la hausse ont une nouvelle fois été cycliques. Les financières (assurances +9,1%, banques +5,4%), les industrielles (+4,6%), l'automobile (+4,9%) et la chimie (+5%) sont restés sur le front de la hausse. La technologie (+7,7%) aussi, grâce au segment des semi-conducteurs. L'appétit pour le risque s'est également exprimé par un renforcement des expositions aux pays périphériques, principaux bénéficiaires du plan de soutien de L'UE. Cela s'est notamment senti sur les utilities (+5,1%). En bas de tableau, les défensives ont eu plus de mal, à l'image de la distribution (+0,6%), la consommation (+2%) ou la santé (-0,5%). Le transport et loisirs (-5,2%), secteur « virus » par excellence, est le seul à finir en net repli, affecté par les craintes croissantes d'une seconde vague

Juillet 2020

A la traîne ! Les indices européens, avec leurs homologues japonais, finissent le mois dans le rouge, très loin des indices globaux. La forte appréciation de la monnaie unique explique en grande partie ce phénomène. Le compromis trouvé pendant le week-end des 18 et 19 juillet par les 27 membres de l'UE sur le financement du plan de soutien de 750Md€ a en effet eu un impact important sur l'Euro. Il s'est apprécié de 4,8% contre dollar et de 2,8% contre yen. Le mois a bien démarré, les signaux envoyés par la sphère manufacturière européenne confirmant la normalisation de la situation, en France et en Italie notamment. Une nouvelle salve de messages encourageants de plusieurs laboratoires engagés dans la recherche d'un traitement contre le Covid-19 a accompagné le mouvement. L'envolée de l'euro après la signature de l'accord et le regain des tensions diplomatiques sino-américaines ont inversé la tendance sur les 10 derniers jours du mois. Le retournement de la courbe des demandes hebdomadaires d'allocations chômage aux US, des PIB T2 portant les stigmates du confinement et quelques publications d'entreprises mitigées ont enfoncé le clou en fin de période et ramené le Stoxx600 sous la ligne de flottaison. Sans biais marqué, les performances sectorielles ont, elles, été dessinées par les publications intervenues en fin de période. Celles de RELX et de Telefonica expliquent l'essentiel des sous-performances des media (-7,3%) et des télécoms (-5,7%). Idem pour les bancaires (-5,4%), avec Lloyds, Santander ou BBVA et la faiblesse des vecteurs « Hong Kong » (HSBC, StanChart). L'auto (-2,2%) n'a pas fait beaucoup mieux en dépit des messages rassurants envoyés par Daimler et Nokian Renkaat. Les très mauvais chiffres de Renault et de Valéo ont fait la balance. Plus surprenant, la santé (-2,6%) a souffert de prises de bénéfices sur certaines de ses grosses capitalisations comme Novartis ou GSK. Les avatars judiciaires de Bayer aux Etats-Unis ont également pesé. A l'autre extrémité du spectre, quelques secteurs cycliques figurent en bonne place. La chimie (+4,9%) grâce au rattrapage des gaz industriels qui ont surfé sur les annonces des dépenses d'infrastructures dans la filière hydrogène en Allemagne et en France. Les matériaux base (+1,5%), les industrielles (+1,4%) ont également surperformé grâce à l'envolée des métaux précieux (or +10,9%, argent +34%) pour les premiers. Au sein des défensives, Boissons et alimentation (+2,1%) et les secteurs inversement sensibles aux taux (Immobilier +1,4% et Utilities +3,1%) ont bien tiré leur épingle du jeu, souvent grâce à de bonnes publications. Le biais « vert » des Utilities a, par ailleurs, bien répondu à celui du plan européen. Cela a également été le cas des vecteurs « renouvelables » des pétrolières, des industrielles et de la construction.

Août 2020

Sans sortir du mouvement de consolidation horizontale dans lequel il s'inscrit depuis début juin, le Stoxx600 aura néanmoins profité de l'alignement d'un certain nombre de planètes. Faisant écho à leurs équivalents chinois, au plus haut depuis pratiquement 10 ans, des indices PMI manufacturiers en Zone Euro, assez nettement au-dessus des attentes, ont permis aux actions européennes de démarrer le mois du bon pied. Et même si les signaux en provenance des services n'ont pas été aussi bons, ils ont néanmoins confirmé la vigueur de la reprise en repassant au-dessus de leurs niveaux d'avant crise. En Allemagne, le chiffre final du PIB T2 a finalement montré une contraction moins sévère qu'estimée en première lecture (-9,7% vs -10,1%).

OPCVM LCL ACTIONS EURO

De l'autre côté de l'Atlantique, la perspective de voir républicains et démocrates trouver un compromis sur la dernière patte du plan de soutien américain, couplée à la reprise des conversations entre Pékin et Washington sur les résultats de la phase 1 de leur accord commercial, ont également poussé dans le bon sens. L'ensemble de ces éléments a incité le marché à jouer une normalisation des valorisations, notamment pour les secteurs considérés comme les grands laissés-pour-compte de la crise. L'inflexion haussière du nombre d'infections en Europe, seul véritable vent contraire du mois écoulé, a été compensée par une volonté nette des gouvernements de ne pas envisager un nouveau confinement des économies et les échos positifs entourant la sortie de vaccins anti-Covid avant la fin de l'année. In fine, le Stoxx600 a gagné 3,1% (dividendes réinvestis), soit son meilleur mois d'août depuis 2009, avec un biais cyclique particulièrement marqué. La perspective de normalisation du trafic aérien a profité au secteur du transport et des loisirs (+14,9%), qui a nettement surperformé. Un plus loin derrière, l'automobile (+10,5%) a également profité du mouvement de normalisation des valorisations, aidée par des publications trimestrielles globalement supérieures aux attentes. Le reste des vecteurs cycliques a bien sorti son épingle du jeu, à l'image de la construction (+6,6%), des industrielles (+6,3%) et de l'énergie (+4,2%). Dans le sillage de leurs pairs américaines, les technologiques (+4,4%) ont également fait mieux que l'indice, tirés par le segment des semi-conducteurs. Les financières (assurances +4,6%, banques +4%) ont complété le tableau. En queue de peloton, les vecteurs taux (immobilier +2,3%, télécoms +0,8%, utilities -1,3%) ont subi les arbitrages les plus importants. La consommation (biens de consommation +2,5%, alimentation -0,7%) et la santé (-0,7%) ont fait les frais d'un marché enclin à renforcer son exposition aux actifs risqués.

Septembre 2020

Depuis leur violent rebond entre la mi-mars et le début juin, les indices européens se cherchent en restant prisonniers d'un canal de fluctuation horizontal dont les bornes basse et haute sont séparées d'environ 5%. Le Stoxx600 n'a quasiment pas bougé entre son point haut de début juin et fin août. Les indicateurs de surprise macro-économique ont d'ailleurs poursuivi le repli entamé début août. Le raffermissement du dollar a également aidé, tout comme le relèvement marginal des prévisions des analystes et la confirmation de projets de budgets 2021 très expansionnistes un peu partout en Europe. Ce n'est que le dernier jour du mois que le retard à l'allumage du plan NextGen a été évoqué. Trop tard pour avoir un impact significatif. L'analyse géographique et sectorielle des performances met en lumière le poids déterminant du facteur "COVID" au mois de septembre. Les pays comme la Suisse (+0,6%), la Scandinavie (+3,6% en Suède, -0,7% en Finlande) où la première vague a été moins coûteuse ont mieux résisté que les pays où elle a laissé des traces profondes comme en Belgique (-2,9%), en Italie (-3%) ou en Espagne (-3,6%). Même les résultats favorables à M. Conte aux élections partielles en Italie n'ont pas réussi à infléchir la donne. Pour le Royaume-Uni le nouvel accès de faiblesse de la livre lié aux postures jusqu'aboutistes adoptées par Boris Johnson et son gouvernement dans la dernière phase des négociations Brexit ont permis au FTSE (-1,5%) de limiter la casse. Même constat pour les performances sectorielles. Comme dans la dégringolade de février-mars, les financières, banques en tête (-10,7%), les pétrolières (-9%) et les transports & loisirs (-5,1%) affichent des performances bien plus mauvaises que le reste du marché. Même constat à l'inverse pour la santé (+1,3%) et les secteurs censés bénéficier du déplacement de la consommation "à la maison" comme les HPCs (+2,6%), les biens & services pour les consommateurs (+1,8%) et boissons & alimentation (+0,9%).

Octobre 2020

Les indices européens sont restés prisonniers du canal de fluctuation horizontal dans lequel ils évoluaient depuis le début du mois de juin sur la première quinzaine du mois, évoluant au grès des bonnes et des moins bonnes nouvelles sur le front des négociations entre démocrates et républicains aux Etats-Unis, des statistiques macro-économiques et des nouvelles à propos des traitements anti-COVID en développement plus ou moins favorables. Ils ont décroché sur la seconde moitié du mois, victimes du renforcement des mesures sanitaires adoptées un peu partout en Europe au fur et à mesure où l'ampleur de la seconde vague de la pandémie s'est confirmée. La pause dans les essais cliniques de Johnson & Johnson et d'Eli Lilly, quelques données macros en-deçà des attentes, la déception entourant quelques publications trimestrielles dans la tech US et SAP en Europe ont alimenté le mouvement jusqu'à fin octobre. Le Stoxx600 a perdu 5,1%, deux fois plus que les -2,4% du MSCI AC, victime des mesures de reconfinement plus volontaristes que sur les autres marchés concernés. Contrairement à ce qu'il s'était passé en mars et en septembre, ce ne sont pas les pays ayant le mieux géré la première vague qui s'en sont le moins mal sortis. Le DAX a ainsi abandonné 9,4%, sensiblement plus que ses pairs européens. Les décrochages de plus de 30% de SAP et de près de 25% de Bayer ont laissé des marques profondes. Le CAC a mieux résisté (-4,4%) grâce à ses défensives. En termes sectoriels, un certain nombre de cycliques se sont distinguées : de façon contre-intuitive pour les transports & loisirs (+2%) grâce à ses vecteurs de jeux et à Ryanair. Idem pour les banques (+0,7%) pour lesquelles le M&A et les publications trimestrielles ont pesé plus lourd que la baisse des taux longs "cores".

OPCVM LCL ACTIONS EURO

Phénomène inverse pour les assureurs (-7%) qui ont perdu autant de terrain que les pétrolières (-6,7%) emportées par la baisse du cours du brut, la santé (-7,4%) et le HPC & distribution généraliste (-6,6%) qui ont fait l'objet de prises de bénéfices. C'est la tech (-11%) qui a le plus souffert. SAP n'a pas été la seule à faire l'objet de dégagements importants : les chiffres T3 des services informatiques (Cap -9,7%, Atos -14,8%, Sopra -24,8%) ont également été arbitrés.

Novembre 2020

Sensiblement en retard depuis le début de l'année par rapport à leurs pairs développés et émergents, les indices européens ont logiquement profité à plein des bonnes nouvelles sur le front des vaccins anti-Covid du début du mois et des espoirs de normalisation qui les ont accompagnées. La publication en Chine de statistiques confirmant le redémarrage de la croissance a enfoncé le clou. Sur le plan sectoriel les banques et les pétrolières se sont adjudgées plus de 30% mais abandonnent encore plus de 20% depuis le début de l'année. Idem pour l'assurance, les Transports & Loisirs et, avec une hausse moins prononcée en novembre, l'immobilier. C'est vrai aussi en sens inverse avec la santé, l'alimentaire et les HPCs, les grands bénéficiaires des effets "vaccins" et "confinement", qui n'affichent sur le mois que des progressions à un chiffre. Le commerce en ligne, la livraison à domicile, la tech et les infrastructures de l'accès à distance ont également fait l'objet de prises de bénéfices, souvent marginales. Les publications trimestrielles ont également joué un rôle. Dans l'auto ou la banque par exemple où les chiffres ont dépassé les attentes des analystes. A fin novembre ce sont les vecteurs "verts" qui affichent les plus belles progressions depuis fin 2019 : les utilities et la Chimie et ses spécialistes des gaz industriels producteurs d'hydrogène, sans parler des fabricants d'éoliennes dont les cours ont quasiment doublé.

Décembre 2020

Le MSCI Emu a validé en décembre son violent rebond du mois précédent. Il s'est adjudgé 1,97% supplémentaires après les 17,1% engrangés en novembre. Il a ainsi limité ses pertes depuis le début de 2020 à 1,02%. Le marché a retenu le démarrage des vaccinations des deux côtés de l'Atlantique et les commentaires positifs de la FDA américaine sur l'efficacité du vaccin Pfizer/BioNtech. Les investisseurs ont, par ailleurs, continué de croire en une issue favorable aux négociations de la relance américaine et des négociations entre Londres et Bruxelles sur le Brexit. Dans les deux cas, ils ont eu raison. Les performances sectorielles ont été hétérogènes et traduisent l'impact des facteurs évoqués plus haut. La bonne orientation des indicateurs macro-économiques avec son corollaire de la hausse des cours des matières premières et la poursuite du retour en grâce des vecteurs « value » ont poussé les matériaux de base (+10,9%), sidérurgiques et minières en tête. Même constat pour les autres cycliques des biens et services industriels (+3,8%), de l'auto (+4,5%) ainsi que des Media (+4,5%). Le biais UK et la sensibilité à la faiblesse de la livre ont également soutenu ce compartiment. Le facteur « vaccin » a permis à la schizophrénie du marché de s'exprimer. En favorisant les transports et loisirs (+6,5%) mais en sanctionnant la distribution (+1,2% et -0,3% pour HPC et distribution spécialisée). Les défensives des télécoms (-2,1%) et de la santé (inchangé) ont continué de sous-performer. Même constat pour les bancaires (-0,1%) qui ont consolidé après leur violent rebond entre la mi-octobre et début décembre, victimes du discours toujours malthusien de la BCE sur les retours aux actionnaires et des enquêtes pour blanchiment lancées par le FBI sur un certain nombre d'établissements nordiques. La construction a aussi fini dans le rouge (-0,3%), plombée par les concessionnaires et Kingspan, rattrapé les conclusions de l'enquête sur l'incendie de la tour Grenfell à Londres.

Sur la période sous revue, la performance de chacune des parts du portefeuille LCL ACTIONS EURO et de son benchmark s'établissent à :

- Part LCL ACTIONS EURO (C) en devise EUR : 8,11% / 17,76% avec une Tracking Error de 2,06%,
- Part LCL ACTIONS EURO (D) en devise EUR : 8,12% / 17,76% avec une Tracking Error de 2,06%.

Les performances passées ne préjugent pas des performances futures.

INFORMATION SUR LES INCIDENCES LIÉES À LA CRISE COVID-19

La crise sanitaire du Covid-19 n'a pas eu de conséquences significatives sur l'OPC au cours de l'exercice.

OPCVM LCL ACTIONS EURO

Principaux mouvements dans le portefeuille au cours de l'exercice

Titres	Mouvements ("Devise de comptabilité")	
	Acquisitions	Cessions
OAT 2.5%10-251020	56 378 380,34	55 000 000,00
ALLEMAGNE 2% 15/08/2023	55 197 267,76	54 193 979,45
ALLEMAGNE 3% 04/07/20	46 353 961,48	45 000 000,00
FRTR 2 1/4 05/25/24	45 284 622,96	44 382 000,00
FRANCE GOVERNMENT BOND OAT 3.5% 25-04-26	43 886 653,02	42 658 762,34
ALLEMAGNE 1.50% 05/23	43 398 360,66	42 797 600,00
BELGIQUE 3.75%280920	41 502 904,92	40 000 000,00
AUST GOVE BON 1.2% 20-10-25	27 724 180,33	27 423 500,00
AMUNDI FUNDS EUROLAND EQUITY RISK PARITY I EUR	29 225 835,44	24 799 327,38
AMUNDI FUNDS EUROLAND EQUITY DYNAMIC MULTI	26 657 373,79	23 950 332,17

Techniques de gestion efficace du portefeuille et des instruments financiers dérivés en EUR

a) Exposition obtenue au travers des techniques de gestion efficace du portefeuille et des instruments financiers dérivés

- **Exposition obtenue au travers des techniques de gestion efficace : 3 827 471,20**
 - o Prêts de titres : 3 827 471,20
 - o Emprunt de titres :
 - o Prises en pensions :
 - o Mises en pensions :
- **Exposition sous-jacentes atteintes au travers des instruments financiers dérivés : 15 620 000,00**
 - o Change à terme :
 - o Future : 15 620 000,00
 - o Options :
 - o Swap :

b) Identité de la/des contrepartie(s) aux techniques de gestion efficace du portefeuille et instruments financiers dérivés

Techniques de gestion efficace	Instruments financiers dérivés (*)
ABN AMRO BANK NV BNP PARIBAS SECURITIES BOFA SECURITIES EUROPE SA GOLDMAN SACHS INTERNATIONAL LTD HSBC BANK PLC JP MORGAN SECURITIES PLC MORGAN STANLEY & CO INTL LONDRES NATIXIS SOCIETE GENERALE PAR	

(*) Sauf les dérivés listés.

OPCVM LCL ACTIONS EURO

c) Garanties financières reçues par l'OPCVM afin de réduire le risque de contrepartie

Types d'instruments	Montant en devise du portefeuille
Techniques de gestion efficace	
. Dépôts à terme	
. Actions	202 443,15
. Obligations	2 715 499,18
. OPCVM	
. Espèces (*)	5 680 728,03
Total	8 598 670,36
Instrument financiers dérivés	
. Dépôts à terme	
. Actions	
. Obligations	
. OPCVM	
. Espèces	
Total	

(*) Le compte Espèces intègre également les liquidités résultant des opérations de mise en pension.

d) Revenus et frais opérationnels liés aux techniques de gestion efficace

Revenus et frais opérationnels	Montant en devise du portefeuille
. Revenus (*)	25 094,42
. Autres revenus	
Total des revenus	25 094,42
. Frais opérationnels directs (**)	12 482,50
. Frais opérationnels indirects	
. Autres frais	
Total des frais	12 482,50

(*) Revenus perçus sur prêts et prises en pension.

(**) dont 12391,30 euros rétrocédés à Amundi Intermédiation et/ou le Gestionnaire financier.

Transparence des opérations de financement sur titres et de la réutilisation des instruments financiers - Règlement SFTR - en devise de comptabilité de l'OPC (EUR)

Prêts de titres	Emprunts de titres	Mise en pension	Prise en pension	TRS
-----------------	--------------------	-----------------	------------------	-----

a) Titres et matières premières prêtés

Montant	3 827 471,20				
% de l'Actif Net*	0,49%				

*% hors trésorerie et équivalent de trésorerie

b) Actifs engagés pour chaque type d'opérations de financement sur titres et TRS exprimés en valeur absolue

Montant	3 827 471,20				
% de l'Actif Net	0,48%				

c) 10 principaux émetteurs de garanties reçues (hors cash) pour tous les types d'opérations de financement

BELGIUM GOVERNMENT BOND BELGIQUE	2 715 499,18				
ENERGIAS DE PORTUGAL - EDP PORTUGAL	168 951,81				
ATLANTIA SPA / EX AUTOSTRADE SPA ITALIE	33 491,34				

d) 10 principales contreparties en valeur absolue des actifs et des passifs sans compensation

BNP PARIBAS SECURITIES FRANCE	1 521 381,20				
SOCIETE GENERALE PAR FRANCE	735 726,40				
NATIXIS FRANCE	596 341,00				
ABN AMRO BANK NV PAYS-BAS	353 455,00				
MORGAN STANLEY & CO INTL LONDRES ROYAUME-UNI	241 990,00				
GOLDMAN SACHS INTERNATIONAL LTD ROYAUME-UNI	160 464,00				
JP MORGAN SECURITIES PLC ROYAUME-UNI	152 193,60				
BOFA SECURITIES EUROPE SA FRANCE	50 752,00				
HSBC BANK PLC ROYAUME-UNI	15 168,00				

OPCVM LCL ACTIONS EURO

Prêts de titres	Emprunts de titres	Mise en pension	Prise en pension	TRS
-----------------	--------------------	-----------------	------------------	-----

e) Type et qualité des garanties (collatéral)

Type					
- Actions	202 443,15				
- Obligations	2 715 499,18				
- OPC					
- TCN					
- Cash	5 680 728,03				
Rating					
Monnaie de la garantie					
Euro	8 598 670,36				

f) Règlement et compensation des contrats

Triparties				X	
Contrepartie centrale					
Bilatéraux	X			X	

g) Échéance de la garantie ventilée en fonction des tranches

Moins d'1 jour					
1 jour à 1 semaine					
1 semaine à 1 mois					
1 à 3 mois					
3 mois à 1 an					
Plus d'1 an					
Ouvertes	2 917 942,33				

h) Échéance des opérations de financement sur titres et TRS ventilée en fonction des tranches

Moins d'1 jour					
1 jour à 1 semaine					
1 semaine à 1 mois					
1 à 3 mois	230 050,00				
3 mois à 1 an					
Plus d'1 an					
Ouvertes	3 597 421,20				

OPCVM LCL ACTIONS EURO

Prêts de titres	Emprunts de titres	Mise en pension	Prise en pension	TRS
-----------------	--------------------	-----------------	------------------	-----

i) Données sur la réutilisation des garanties

Montant maximal (%)				
Montant utilisé (%)				
Revenus pour l'OPC suite au réinvestissement des garanties espèces en euros				

j) Données sur la conservation des garanties reçues par l'OPC

CACEIS Bank				
Titres	2 917 942,33			
Cash	5 680 728,03			

k) Données sur la conservation des garanties fournies par l'OPC

Titres				
Cash				

l) Données sur les revenus et les coûts ventilés

Revenus				
- OPC	25 094,42			
- Gestionnaire				
- Tiers				
Coûts				
- OPC	12 482,50			
- Gestionnaire				
- Tiers				

e) Données Type et qualité des garanties (collatéral)

Amundi Asset Management veille à n'accepter que des titres d'une haute qualité de crédit et veille à rehausser la valeur de ses garanties en appliquant des décotes de valorisation sur les titres reçus. Ce dispositif est régulièrement revu et remis à jour.

i) Données sur la réutilisation des garanties

« Les garanties reçues en espèces pourront être réinvesties par l'OPC dans des opérations de prise en pension ou des titres réglementairement éligibles à l'actif, notamment des titres de capital, des produits de taux, des titres de créance ou des parts d'OPC.

Les garanties reçues en titres pourront être conservées, vendues ou remises en garantie. »

Le montant maximal de réutilisation est de 100% des espèces et titres reçus.

k) Données sur la conservation des garanties fournies par l'OPC

Amundi Asset Management veille à travailler avec un nombre réduit de dépositaires, sélectionnés pour s'assurer de la bonne conservation des titres reçus et du cash.

I) Données sur les revenus et les coûts ventilés

Opérations de prêts de titres et de mise en pension :

Dans le cadre des opérations de prêts de titres et de mise en pension, Amundi Asset Management a confié à Amundi Intermédiation, pour le compte de l'OPCVM, les réalisations suivantes : la sélection des contreparties, la demande de mise en place des contrats de marché, le contrôle du risque de contrepartie, le suivi qualitatif et quantitatif de la collatéralisation (contrôles de dispersion, des notations, des liquidités), des pensions et prêts de titres. Les revenus résultant de ces opérations sont restitués à l'OPCVM. Ces opérations engendrent des coûts qui sont supportés par l'OPCVM. La facturation par Amundi Intermédiation ne peut excéder 50% des revenus générés par ces opérations.

Vie de l'OPC sur l'exercice sous revue

Date de mise à jour du prospectus : 29 octobre 2020.

L'OPC est géré activement en investissant essentiellement dans des OPC de gestion active. Par construction, les paris spécifiques propres à chaque OPC sous-jacent peuvent être atténués par la diversification des stratégies. Il en ressort que le fonds est plus proche de son indicateur de référence que les OPC dans lesquels il investit. Ainsi la proximité attendue avec l'indicateur de référence n'est pas la conséquence d'une contrainte de gestion, mais de processus d'investissement visant à la diversification des risques.

En souscrivant à LCL ACTIONS EURO, vous investissez principalement dans des OPC et/ou des actions des entreprises des Etats membres de la zone Euro. Des produits monétaires et obligataires pourront également être sélectionnés.

Le fonds a été créé le 8 avril 2020 par fusion-absorption d'une SICAV créée le 25 septembre 1978.

Les informations clés pour l'investisseur ici fournies sont exactes et à jour au 29 octobre 2020.

Date de la mise à jour du règlement : 29 octobre 2020.

Informations spécifiques

OPC à plus de 50%

La documentation juridique du Fonds prévoit qu'il peut investir à plus de 50% de son actif en titres d'autres OPC et indique, au titre des frais indirects, les taux maxima des commissions de souscription et de rachat, ainsi que des frais de gestion des OPC pouvant être détenus.

Conformément à la réglementation et au cours de l'exercice écoulé, ces OPC ont présenté en pratique des taux conformes à ceux mentionnés dans la note détaillée et repris dans le paragraphe « Frais de gestion ».

Droit de vote

L'exercice des droits de vote attachés aux valeurs inscrites à l'actif du Fonds et la décision de l'apport des titres sont définis dans le règlement du Fonds.

Fonds et instruments du groupe

Afin de prendre connaissance de l'information sur les instruments financiers détenus en portefeuille qui sont émis par la Société de Gestion ou par les entités de son groupe, veuillez-vous reporter aux rubriques des comptes annuels :

- Autres Informations.
- Instruments financiers détenus, émis et/ou gérés par le groupe.

Calcul du risque global

- Méthode du calcul de l'engagement

Les contrats à terme fermes sont portés pour leur valeur de marché, en engagement hors bilan, au cours de compensation. Les opérations à terme conditionnelles sont traduites en équivalent sous-jacent. Les contrats d'échange de taux réalisés de gré à gré sont évalués sur la base du montant nominal, plus ou moins, la différence d'estimation correspondante.

- Méthode de calcul du risque global : L'OPC utilise la méthode du calcul de l'engagement pour calculer le risque global de l'OPC sur les contrats financiers.

- Effet de Levier – Fonds pour lesquels la méthode de calcul en risque est appliquée
Niveau de levier indicatif : 1,97%.

Informations réglementaires

Procédure de sélection de brokers et des contreparties

Notre société et sa filiale de « Négociation » attachent une grande importance à la sélection des prestataires transactionnels que sont les intermédiaires ("brokers") ou contreparties.

Ses méthodes de sélection sont les suivantes :

- Les intermédiaires ("brokers") sont sélectionnés par zone géographique, puis par métier. Les contreparties sont sélectionnées par métier.
- Les intermédiaires ("brokers") et les contreparties se voient attribuer une note interne trimestrielle. Les directions de notre société intervenant dans le processus de notation sont directement concernées par les prestations fournies par ces prestataires. C'est la filiale de « Négociation » de notre société qui organise et détermine cette notation sur base des notes décernées par chaque responsable d'équipe concernée selon les critères suivants :

Pour les équipes de gérants, d'analystes financiers et de stratégestes :

- Relation commerciale générale, compréhension des besoins, pertinence des contacts,
- Qualité des conseils de marchés et opportunités, suivi des conseils,
- Qualité de la recherche et des publications,
- Univers des valeurs couvertes, visites des sociétés et de leur direction.

Pour les équipes de négociateurs :

- Qualité des personnels, connaissance du marché et information sur les sociétés, confidentialité,
- Proposition de prix,
- Qualité des exécutions,
- Qualité du traitement des opérations, connectivité, technicité et réactivité.

Les directions « Compliance » et « Middle Office » de notre société disposent d'un droit de véto.

Accréditation d'un nouveau prestataire (intermédiaire ou contrepartie) transactionnel

La filiale de « Négociation » se charge d'instruire les dossiers d'habilitation et d'obtenir l'accord des directions « Risques » et « Compliance ». Lorsque le prestataire transactionnel (intermédiaire ou contrepartie) est habilité, il fait l'objet d'une notation lors du trimestre suivant.

Comités de suivi des prestataires (intermédiaires et contreparties) transactionnels

Ces comités de suivi ont lieu chaque trimestre, sous l'égide du responsable de la filiale de « Négociation ».

Les objectifs de ces comités sont les suivants :

- Valider l'activité écoulee et la nouvelle sélection à mettre en œuvre pour le trimestre suivant,
- Décider de l'appartenance des prestataires à un groupe qui se verra confier un certain nombre de transactions,
- Définir les perspectives de l'activité.

Dans ces perspectives, les comités de suivi passent en revue les statistiques et notes attribuées à chaque prestataire et prennent les décisions qui en découlent.

Rapport sur les frais d'intermédiation

Il est tenu à la disposition des porteurs un rapport relatif aux frais d'intermédiation. Ce rapport est consultable à l'adresse internet suivante : www.amundi.com.

Respect par l'OPC de critères relatifs aux objectifs environnementaux, sociaux et de qualité de gouvernance (ESG)

▪ Amundi produit une analyse ESG qui se traduit par la notation ESG de près de 11 000 entreprises dans le monde, selon une échelle qui va de A (pour les émetteurs aux meilleures pratiques ESG) à G (pour les moins bonnes). Cette analyse est complétée par une politique d'engagement active auprès des émetteurs, en particulier sur les enjeux importants en matière de développement durable propres à leurs secteurs.

▪ Amundi applique une politique d'exclusion ciblée qui se fonde sur des textes à portée universelle comme le Pacte Mondial de l'ONU, les conventions relatives aux droits de l'homme, à l'organisation internationale du travail et à l'environnement. Amundi exclut ainsi de toutes ses gestions actives* les entreprises aux comportements non conformes à ses convictions ESG ou aux conventions internationales et à leur traduction en droits nationaux :

- mines antipersonnel,
- bombes à sous-munitions,
- armes chimiques,
- armes biologiques,
- armes à uranium appauvri.

Ces émetteurs sont notés G sur l'échelle d'Amundi.

▪ Amundi a également décidé d'exclure ou sous-pondérer dans sa gestion* certaines activités dont les très fortes externalités négatives les exposent à des pressions croissantes de la société et des contraintes réglementaires ou fiscales croissantes. A fin 2020, deux secteurs sont concernés :

- charbon : exclusion des entreprises réalisant plus de 25% de leur chiffre d'affaires dans l'extraction du charbon, ou produisant plus de 100 millions de tonnes de charbon par an,
- tabac : les entreprises qui réalisent plus de 10% de leur chiffre d'affaires dans le secteur du tabac ne peuvent avoir une note ESG supérieure à E (fournisseurs, fabricants et distributeurs).

Des informations complémentaires sur les modalités de prise en compte des critères ESG par Amundi sont disponibles sur son site Internet : www.amundi.com.

* *Gestion active* : hors OPC indiciels et ETF contraints par leur indice de référence

Eligibilité PEA

La société de gestion assure un suivi quotidien du niveau de détention de titres éligibles au régime fiscal PEA afin de s'assurer que le portefeuille est en permanence investi de manière à respecter le seuil minimal exigé par la réglementation.

Politique de Rémunérations

1. Politique et pratiques de rémunération du personnel du gestionnaire

La politique de rémunération mise en place au sein de Amundi Asset Management est conforme aux dispositions en matière de rémunération mentionnées dans la directive 2011/61/UE du Parlement Européen et du Conseil du 8 juin 2011 sur les gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs (ci-après la « *Directive AIFM* »), et dans la directive 2014/91/UE du 23 juillet 2014 concernant les OPCVM (ci-après la « *Directive UCITS V* »). Ces règles, portant sur les structures, les pratiques et la politique de rémunération du gestionnaire ont notamment pour but de contribuer à renforcer la gestion saine, efficace et maîtrisée des risques pesant tant sur la société de gestion que sur les fonds gérés.

Cette politique s'inscrit dans le cadre de la politique de rémunération du Groupe Amundi, revue chaque année par son Comité des Rémunérations. Lors de la séance du 4 février 2020, celui-ci a vérifié l'application de la politique applicable au titre de l'exercice 2019 et sa conformité avec les principes des Directives AIFM et UCITS V et a approuvé la politique applicable au titre de l'exercice 2020.

La mise en œuvre de la politique de rémunération Amundi a fait l'objet, courant 2020, d'une évaluation interne, centrale et indépendante, conduite par l'Audit Interne Amundi.

1.1 Montant des rémunérations versées par le gestionnaire à son personnel

Sur l'exercice 2020, le montant total des rémunérations (incluant les rémunérations fixes et variable différées et non différées) versées par Amundi Asset Management à l'ensemble de son personnel (soit 1 414 collaborateurs au 31 décembre 2020) s'est élevé à 173 960 362 euros. Ce montant se décompose comme suit :

- Montant total des rémunérations fixes versées par Amundi Asset Management sur l'exercice : 110 450 102 euros, soit 63% du total des rémunérations versées par le gestionnaire à l'ensemble de son personnel, l'ont été sous la forme de rémunération fixe.
- Montant total des rémunérations variables différées et non différées versées par Amundi Asset Management sur l'exercice : 63 510 260 euros, soit 37% du total des rémunérations versées par le gestionnaire à l'ensemble de son personnel, l'ont été sous cette forme. L'ensemble du personnel est éligible au dispositif de rémunération variable.

Par ailleurs, du « carried interest » a été versé au cours de l'exercice 2020, et est pris en compte dans le montant total de rémunérations variables versées ci-dessus.

Sur le total des rémunérations (fixes et variables différées et non différées) versées sur l'exercice, 26 966 833 euros concernaient les « cadres dirigeants et cadres supérieurs » (soit 27 collaborateurs au 31 décembre 2020), 16 356 798 euros concernaient les « gérants décisionnaires » dont les activités ont une incidence significative sur le profil de risque des fonds gérés (soit 39 collaborateurs au 31 décembre 2020).

1.2 Incidences de la politique et des pratiques de rémunération sur le profil de risque et sur la gestion des conflits d'intérêt

Le Groupe Amundi s'est doté d'une politique et a mis en œuvre des pratiques de rémunération conformes aux dernières évolutions législatives, réglementaires et doctrinales issues des autorités de régulation pour l'ensemble de ses Sociétés de Gestion.

Le Groupe Amundi a également procédé à l'identification de son Personnel Identifié qui comprend l'ensemble des collaborateurs du Groupe Amundi exerçant un pouvoir de décision sur la gestion des sociétés ou des fonds gérés et susceptibles par conséquent d'avoir un impact significatif sur la performance ou le profil de risque.

Les rémunérations variables attribuées au personnel du Groupe Amundi sont déterminées en combinant l'évaluation des performances du collaborateur concerné, de l'unité opérationnelle auquel il appartient et des résultats d'ensemble du Groupe. Cette évaluation des performances individuelles prend en compte aussi bien des critères financiers que non financiers, ainsi que le respect des règles de saine gestion des risques.

Les critères pris en compte pour l'évaluation des performances et l'attribution des rémunérations variables dépendent de la nature de la fonction exercée :

1. Fonctions de sélection et de gestion de portefeuille

Critères financiers usuels :

- Performances brute et nette du fonds géré sur 1, 3 ans ;
- Ratio d'information et ratio de Sharpe sur 1, 3 et 5 ans ;
- Performance fees générées pendant l'exercice si pertinent ;
- Classements concurrentiels ;
- Contribution à la collecte nette réalisée sur l'exercice.

Critères non-financiers usuels :

- Respect des règles internes en matière de prévention et de gestion des risques (Risques/Conformité) ;
- Innovation / développement produit ;
- Transversalité, partage des best practices et collaboration ;
- Contribution à l'engagement commercial ;
- Qualité du management.

2. Fonctions commerciales

Critères financiers usuels :

- Collecte nette ;
- Recettes ;
- Collecte brute; développement et fidélisation de la clientèle; gamme de produits ;

Critères non-financiers usuels :

- Prise en compte conjointe des intérêts d'Amundi et du client ;
- Satisfaction client et qualité de la relation commerciale ;
- Qualité du management ;
- Sécurisation/développement du fonds de commerce ;
- Transversalité et partage des best practices ;
- Esprit d'entreprise.

3. Fonctions de support et de contrôle

En ce qui concerne les fonctions de contrôle, l'évaluation de la performance et les attributions de rémunération variable sont indépendantes de la performance des secteurs d'activités qu'elles contrôlent.

Les critères habituellement pris en compte sont les suivants :

- Principalement des critères liés à l'atteinte d'objectifs qui leur sont propres (maîtrise des risques, qualité des contrôles, réalisation de projets, amélioration des outils et systèmes etc.)
- Lorsque des critères financiers sont utilisés, ils tournent essentiellement autour de la gestion et l'optimisation des charges.

Les critères de performance ci-dessus énoncés, et notamment ceux appliqués au Personnel Identifié en charge de la gestion, s'inscrivent plus largement dans le respect de la réglementation applicable aux fonds gérés ainsi que de la politique d'investissement du comité d'investissement du gestionnaire.

En outre, le Groupe Amundi a mis en place, pour l'ensemble de son personnel, des mesures visant à aligner les rémunérations sur la performance et les risques à long terme, et à limiter les risques de conflits d'intérêts.

A ce titre, notamment,

- La mise en place d'un barème de différé, conforme aux exigences des Directives AIFM et UCITS V.
- La partie différée du bonus des collaborateurs du Personnel Identifié est versée en instruments indexés à 100% sur la performance d'un panier de fonds représentatif.
- L'acquisition définitive de la partie différée est liée à la situation financière d'Amundi, à la continuité d'emploi du collaborateur dans le groupe ainsi qu'à sa gestion saine et maîtrisée des risques sur toute la période d'acquisition.

Loi de transition énergétique pour la croissance verte (Article 173 de la loi n°2015-992)

▪ Dans le cadre de l'Article 173 de la loi n°2015-992, Amundi a développé pour ses clients et ses propres fonds une méthodologie d'allocation d'actifs et de reporting pour appréhender le risque de transition énergétique des portefeuilles d'investissement. Ainsi, nous calculons l'empreinte carbone des portefeuilles et avons développé une notation TEE (transition énergétique et écologique) pour les émetteurs afin d'appréhender leur exposition aux risques de transition ainsi que leur gestion de ces risques. Nous complétons l'analyse du risque de transition énergétique par une recherche sur le risque d'alignement 2°C des entreprises que nous menons conjointement avec le groupe Crédit Agricole SA (CASA) dont le modèle reconnu - P9XCA - permet de distribuer les émissions carbone par secteurs et géographies. Les risques physiques relatifs au climat font également partie des recherches entreprises avec CASA afin d'élaborer un modèle dédié à la gestion d'actifs.

▪ Pour plus d'informations sur les modalités de prise en compte des enjeux environnementaux (en particulier les enjeux liés au changement climatique), sociaux et de gouvernance (enjeux ESG) dans sa politique d'investissement, Amundi met à la disposition des investisseurs un rapport « Application de l'article 173 », disponible sur www.amundi.com (Rubrique Documentation légale).

Certification du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

LCL ACTIONS EURO

Fonds Commun de Placement

Société de Gestion :
Amundi Asset Management

90, boulevard Pasteur
75015 PARIS

Rapport du Commissaire aux Comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2020

Aux porteurs de parts du FCP LCL ACTIONS EURO,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par la société de gestion, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'organisme de placement collectif LCL ACTIONS EURO constitué sous forme de fonds commun de placement (FCP) relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2020, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine du FCP, à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion sur les comptes annuels

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2020 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les fonds, leurs investissements et l'évaluation des actifs et passifs correspondants. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur la gestion opérationnelle des fonds et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, notamment pour ce qui concerne les instruments financiers en portefeuille et sur la présentation d'ensemble des comptes, au regard du plan comptable des organismes de placement collectif à capital variable.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion établi par la société de gestion.

Responsabilités de la société de gestion relatives aux comptes annuels

Il appartient à la société de gestion d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la société de gestion d'évaluer la capacité du FCP à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider le FCP ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été établis par la société de gestion.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre FCP.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre:

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la société de gestion, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la société de gestion de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité du FCP à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris La Défense, le 29 mars 2021

Le Commissaire aux Comptes

Deloitte & Associés

Stéphane Collas
Stéphane COLLAS

Comptes annuels

Bilan Actif au 31/12/2020 en EUR

	31/12/2020	31/12/2019
IMMOBILISATIONS NETTES		
DÉPÔTS		
INSTRUMENTS FINANCIERS	789 490 833,06	733 158 062,90
Actions et valeurs assimilées	164 170 333,32	143 915 370,88
Négoiciées sur un marché réglementé ou assimilé	164 170 333,32	143 915 370,88
Non négoiciées sur un marché réglementé ou assimilé		
Obligations et valeurs assimilées	2 715 499,18	2 629 894,18
Négoiciées sur un marché réglementé ou assimilé	2 715 499,18	2 629 894,18
Non négoiciées sur un marché réglementé ou assimilé		
Titres de créances		
Négoiés sur un marché réglementé ou assimilé		
Titres de créances négociables		
Autres titres de créances		
Non négoiés sur un marché réglementé ou assimilé		
Organismes de placement collectif	618 518 506,18	582 352 975,72
OPCVM et FIA à vocation générale destinés aux non professionnels et équivalents d'autres pays	618 518 506,18	582 352 975,72
Autres Fonds destinés à des non professionnels et équivalents d'autres pays Etats membres de l'UE		
Fonds professionnels à vocation générale et équivalents d'autres Etats membres de l'UE et organismes de titrisations cotés		
Autres Fonds d'investissement professionnels et équivalents d'autres Etats membres de l'UE et organismes de titrisations non cotés		
Autres organismes non européens		
Opérations temporaires sur titres	3 831 144,38	4 259 822,12
Créances représentatives de titres reçus en pension		
Créances représentatives de titres prêtés	3 831 144,38	4 259 822,12
Titres empruntés		
Titres donnés en pension		
Autres opérations temporaires		
Instruments financiers à terme	255 350,00	
Opérations sur un marché réglementé ou assimilé	255 350,00	
Autres opérations		
Autres instruments financiers		
CRÉANCES	1 865 212,53	220 344,24
Opérations de change à terme de devises		
Autres	1 865 212,53	220 344,24
COMPTES FINANCIERS	9 229 371,15	5 878 691,67
Liquidités	9 229 371,15	5 878 691,67
TOTAL DE L'ACTIF	800 585 416,74	739 257 098,81

Bilan Passif au 31/12/2020 en EUR

	31/12/2020	31/12/2019
CAPITAUX PROPRES		
Capital	723 353 928,58	646 047 686,11
Plus et moins-values nettes antérieures non distribuées (a)	70 724 613,69	90 776 273,82
Report à nouveau (a)	36 828,18	9 857,25
Plus et moins-values nettes de l'exercice (a, b)	-17 729 539,51	-19 710 011,33
Résultat de l'exercice (a, b)	13 917 740,40	14 242 848,35
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES *	790 303 571,34	731 366 654,20
<i>* Montant représentatif de l'actif net</i>		
INSTRUMENTS FINANCIERS	3 172 260,62	3 634 528,51
Opérations de cession sur instruments financiers		
Opérations temporaires sur titres	2 917 850,61	3 614 268,49
Dettes représentatives de titres donnés en pension		
Dettes représentatives de titres empruntés	-91,72	-216,85
Autres opérations temporaires	2 917 942,33	3 614 485,34
Instruments financiers à terme	254 410,01	20 260,02
Opérations sur un marché réglementé ou assimilé	254 410,01	20 260,02
Autres opérations		
DETTES	7 109 584,78	4 255 029,00
Opérations de change à terme de devises		
Autres	7 109 584,78	4 255 029,00
COMPTES FINANCIERS		887,10
Concours bancaires courants		887,10
Emprunts		
TOTAL DU PASSIF	800 585 416,74	739 257 098,81

(a) Y compris comptes de régularisation

(b) Diminués des acomptes versés au titre de l'exercice

Hors-Bilan au 31/12/2020 en EUR

	31/12/2020	31/12/2019
OPÉRATIONS DE COUVERTURE		
Engagement sur marchés réglementés ou assimilés		
Engagement sur marché de gré à gré		
Autres engagements		
AUTRES OPÉRATIONS		
Engagement sur marchés réglementés ou assimilés		
Contrats futures		
EUR XEUR FESX D 0320		2 908 620,00
EURO STOXX 50 0321	15 620 000,00	
Engagement sur marché de gré à gré		
Autres engagements		

Compte de Résultat au 31/12/2020 en EUR

	31/12/2020	31/12/2019
Produits sur opérations financières		
Produits sur dépôts et sur comptes financiers	10 408,10	35 724,94
Produits sur actions et valeurs assimilées	6 604 709,21	14 072 463,21
Produits sur obligations et valeurs assimilées	12 691 353,66	11 111 949,28
Produits sur titres de créances		
Produits sur acquisitions et cessions temporaires de titres	25 102,00	88 957,23
Produits sur instruments financiers à terme		
Autres produits financiers	3 223 611,84	
TOTAL (1)	22 555 184,81	25 309 094,66
Charges sur opérations financières		
Charges sur acquisitions et cessions temporaires de titres	139,51	31 285,46
Charges sur instruments financiers à terme		
Charges sur dettes financières	99 801,30	82 682,52
Autres charges financières		
TOTAL (2)	99 940,81	113 967,98
RÉSULTAT SUR OPÉRATIONS FINANCIÈRES (1 - 2)	22 455 244,00	25 195 126,68
Autres produits (3)		
Frais de gestion et dotations aux amortissements (4)	9 520 987,91	10 085 163,44
RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE (L. 214-17-1) (1 - 2 + 3 - 4)	12 934 256,09	15 109 963,24
Régularisation des revenus de l'exercice (5)	983 484,31	-867 114,89
Acomptes sur résultat versés au titre de l'exercice (6)		
RÉSULTAT (1 - 2 + 3 - 4 + 5 - 6)	13 917 740,40	14 242 848,35

Annexes aux comptes annuels

1. Règles et méthodes comptables

Les comptes annuels sont présentés sous la forme prévue par le règlement ANC n° 2014-01, modifié.

Les principes généraux de la comptabilité s'appliquent :

- image fidèle, comparabilité, continuité de l'activité,
- régularité, sincérité,
- prudence,
- permanence des méthodes d'un exercice à l'autre.

Le mode de comptabilisation retenu pour l'enregistrement des produits des titres à revenu fixe est celui des intérêts encaissés.

Les entrées et les cessions de titres sont comptabilisées frais exclus.

La devise de référence de la comptabilité du portefeuille est en euro.

La durée de l'exercice est de 12 mois.

Information sur les incidences liées à la crise du COVID-19

Les comptes ont été établis par la société de gestion sur la base des éléments disponibles dans un contexte évolutif de crise liée au Covid-19.

Règles d'évaluation des actifs

Les instruments financiers sont enregistrés en comptabilité selon la méthode des coûts historiques et inscrits au bilan à leur valeur actuelle qui est déterminée par la dernière valeur de marché connue ou à défaut d'existence de marché par tous moyens externes ou par recours à des modèles financiers.

Les différences entre les valeurs actuelles utilisées lors du calcul de la valeur liquidative et les coûts historiques des valeurs mobilières à leur entrée en portefeuille sont enregistrées dans des comptes « différences d'estimation ».

Les valeurs qui ne sont pas dans la devise du portefeuille sont évaluées conformément au principe énoncé ci-dessous, puis converties dans la devise du portefeuille suivant le cours des devises au jour de l'évaluation.

Dépôts :

Les dépôts d'une durée de vie résiduelle inférieure ou égale à 3 mois sont valorisés selon la méthode linéaire.

Actions, obligations et autres valeurs négociées sur un marché réglementé ou assimilé :

Pour le calcul de la valeur liquidative, les actions et autres valeurs négociées sur un marché réglementé ou assimilé sont évaluées sur la base du dernier cours de bourse du jour.

Les obligations et valeurs assimilées sont évaluées au cours de clôture communiqués par différents prestataires de services financiers. Les intérêts courus des obligations et valeurs assimilées sont calculés jusqu'à la date de la valeur liquidative.

Actions, obligations et autres valeurs non négociées sur un marché réglementé ou assimilé :

Les valeurs non négociées sur un marché réglementé sont évaluées sous la responsabilité de la société de gestion en utilisant des méthodes fondées sur la valeur patrimoniale et le rendement, en prenant en considération les prix retenus lors de transactions significatives récentes.

Titres de créances négociables :

Les Titres de Créances Négociables et assimilés qui ne font pas l'objet de transactions significatives sont évalués de façon actuarielle sur la base d'un taux de référence défini ci-dessous, majoré le cas échéant d'un écart représentatif des caractéristiques intrinsèques de l'émetteur :

- TCN dont l'échéance est inférieure ou égale à 1 an : Taux interbancaire offert en euros (Euribor) ;
- TCN dont l'échéance est supérieure à 1 an : Taux des Bons du Trésor à intérêts Annuels Normalisés (BTAN) ou taux de l'OAT (Obligations Assimilables du Trésor) de maturité proche pour les durées les plus longues.

OPCVM LCL ACTIONS EURO

Les Titres de Créances Négociables d'une durée de vie résiduelle inférieure ou égale à 3 mois pourront être évalués selon la méthode linéaire.

Les Bons du Trésor sont valorisés au taux du marché communiqué quotidiennement par la Banque de France ou les spécialistes des bons du Trésor.

OPC détenus :

Les parts ou actions d'OPC seront valorisées à la dernière valeur liquidative connue.

Opérations temporaires sur titres :

Les titres reçus en pension sont inscrits à l'actif dans la rubrique « créances représentatives des titres reçus en pension » pour le montant prévu dans le contrat, majoré des intérêts courus à recevoir.

Les titres donnés en pension sont inscrits en portefeuille acheteur pour leur valeur actuelle. La dette représentative des titres donnés en pension est inscrite en portefeuille vendeur à la valeur fixée au contrat majorée des intérêts courus à payer.

Les titres prêtés sont valorisés à leur valeur actuelle et sont inscrits à l'actif dans la rubrique « créances représentatives de titres prêtés » à la valeur actuelle majorée des intérêts courus à recevoir.

Les titres empruntés sont inscrits à l'actif dans la rubrique « titres empruntés » pour le montant prévu dans le contrat, et au passif dans la rubrique « dettes représentatives de titres empruntés » pour le montant prévu dans le contrat majoré des intérêts courus à payer.

Instruments financiers à terme :

Instruments financiers à terme négociés sur un marché réglementé ou assimilé :

Les instruments financiers à terme négociés sur les marchés réglementés sont valorisés au cours de compensation du jour.

Instruments financiers à terme non négociés sur un marché réglementé ou assimilé :

Les Swaps :

Les contrats d'échange de taux d'intérêt et/ou de devises sont valorisés à leur valeur de marché en fonction du prix calculé par actualisation des flux d'intérêts futurs aux taux d'intérêts et/ou de devises de marché. Ce prix est corrigé du risque de signature.

Les swaps d'indice sont évalués de façon actuarielle sur la base d'un taux de référence fourni par la contrepartie.

Les autres swaps sont évalués à leur valeur de marché ou à une valeur estimée selon les modalités arrêtées par la société de gestion.

Engagements Hors Bilan :

Les contrats à terme ferme sont portés pour leur valeur de marché en engagements hors bilan au cours utilisé dans le portefeuille.

Les opérations à terme conditionnelles sont traduites en équivalent sous-jacent.

Les engagements sur contrats d'échange sont présentés à leur valeur nominale, ou en l'absence de valeur nominale pour un montant équivalent.

OPCVM LCL ACTIONS EURO

Frais de gestion

Les frais de gestion et de fonctionnement recouvrent l'ensemble des frais relatif à l'OPC : gestion financière, administrative, comptable, conservation, distribution, frais d'audit...

Ces frais sont imputés au compte de résultat de l'OPC.

Les frais de gestion n'incluent pas les frais de transaction. Pour plus de précision sur les frais effectivement facturés à l'OPC, se reporter au prospectus.

Ils sont enregistrés au prorata temporis à chaque calcul de valeur liquidative.

Le cumul de ces frais respecte le taux de frais maximum de l'actif net indiqué dans le prospectus ou le règlement du fonds :

FR0012384725 - LCL ACTIONS EURO C : Taux de frais maximum de 1,40% TTC.

FR0000018954 - LCL ACTIONS EURO : Taux de frais maximum de 1,40% TTC.

Affectation des sommes distribuables

Définition des sommes distribuables

Les sommes distribuables sont constituées par :

Le résultat :

Le résultat net de l'exercice est égal au montant des intérêts, arrérages, primes et lots, dividendes, jetons de présence et tous autres produits relatifs aux titres constituant le portefeuille, majorés du produit des sommes momentanément disponibles et diminué du montant des frais de gestion et de la charge des emprunts.

Il est augmenté du report à nouveau et majoré ou diminué du solde du compte de régularisation des revenus.

Les Plus et Moins-values :

Les plus-values réalisées, nettes de frais, diminuées des moins-values réalisées, nettes de frais, constatées au cours de l'exercice, augmentées des plus-values nettes de même nature constatées au cours d'exercices antérieurs n'ayant pas fait l'objet d'une distribution ou d'une capitalisation et diminuées ou augmentées du solde du compte de régularisation des plus-values.

Modalités d'affectation des sommes distribuables :

<i>Part(s)</i>	<i>Affectation du résultat net</i>	<i>Affectation des plus ou moins-values nettes réalisées</i>
Parts LCL ACTIONS EURO	Distribution	Capitalisation et/ou distribution par décision de la société de gestion
Parts LCL ACTIONS EURO C	Capitalisation	Capitalisation

2. Évolution de l'actif net au 31/12/2020 en EUR

	31/12/2020	31/12/2019
ACTIF NET EN DÉBUT D'EXERCICE	731 366 654,20	694 745 718,56
Souscriptions (y compris les commissions de souscription acquises à l'OPC)	143 293 590,98	29 005 822,06
Rachats (sous déduction des commissions de rachat acquises à l'OPC)	-62 280 821,40	-117 254 422,57
Plus-values réalisées sur dépôts et instruments financiers	18 299 241,42	13 514 012,98
Moins-values réalisées sur dépôts et instruments financiers	-37 804 314,33	-34 195 452,73
Plus-values réalisées sur instruments financiers à terme	7 602 997,01	1 174 172,00
Moins-values réalisées sur instruments financiers à terme	-3 147 269,69	-678 288,00
Frais de transactions	-915 656,44	-937 180,73
Différences de change	74 120,29	15 452,97
Variations de la différence d'estimation des dépôts et instruments financiers	-7 285 672,18	146 319 773,35
<i>Différence d'estimation exercice N</i>	33 188 033,20	40 473 705,38
<i>Différence d'estimation exercice N-1</i>	-40 473 705,38	105 846 067,97
Variations de la différence d'estimation des instruments financiers à terme	270 457,99	-17 767,99
<i>Différence d'estimation exercice N</i>	255 350,00	-15 107,99
<i>Différence d'estimation exercice N-1</i>	15 107,99	-2 660,00
Distribution de l'exercice antérieur sur plus et moins-values nettes		
Distribution de l'exercice antérieur sur résultat	-12 106 360,28	-15 435 148,94
Résultat net de l'exercice avant compte de régularisation	12 934 256,09	15 109 963,24
Acompte(s) versé(s) au cours de l'exercice sur plus et moins-values nettes		
Acompte(s) versé(s) au cours de l'exercice sur résultat		
Autres éléments	2 347,68	
ACTIF NET EN FIN D'EXERCICE	790 303 571,34	731 366 654,20

3. Compléments d'information

3.1. VENTILATION PAR NATURE JURIDIQUE OU ÉCONOMIQUE DES INSTRUMENTS FINANCIERS

	Montant	%
ACTIF		
OBLIGATIONS ET VALEURS ASSIMILÉES		
Obligations à taux fixe négociées sur un marché réglementé ou assimilé	2 715 499,18	0,34
TOTAL OBLIGATIONS ET VALEURS ASSIMILÉES	2 715 499,18	0,34
TITRES DE CRÉANCES		
TOTAL TITRES DE CRÉANCES		
PASSIF		
OPÉRATIONS DE CESSION SUR INSTRUMENTS FINANCIERS		
TOTAL OPÉRATIONS DE CESSION SUR INSTRUMENTS FINANCIERS		
HORS-BILAN		
OPÉRATIONS DE COUVERTURE		
TOTAL OPÉRATIONS DE COUVERTURE		
AUTRES OPÉRATIONS		
Actions	15 620 000,00	1,98
TOTAL AUTRES OPÉRATIONS	15 620 000,00	1,98

3.2. VENTILATION PAR NATURE DE TAUX DES POSTES D'ACTIF, DE PASSIF ET DE HORS-BILAN

	Taux fixe	%	Taux variable	%	Taux révisable	%	Autres	%
ACTIF								
Dépôts								
Obligations et valeurs assimilées	2 715 499,18	0,34						
Titres de créances								
Opérations temporaires sur titres								
Comptes financiers							9 229 371,15	1,17
PASSIF								
Opérations temporaires sur titres	2 715 499,18	0,34						
Comptes financiers								
HORS-BILAN								
Opérations de couverture								
Autres opérations								

3.3. VENTILATION PAR MATURITÉ RÉSIDUELLE DES POSTES D'ACTIF, DE PASSIF ET DE HORS-BILAN(*)

	< 3 mois	%]3 mois - 1 an]	%]1 - 3 ans]	%]3 - 5 ans]	%	> 5 ans	%
ACTIF										
Dépôts										
Obligations et valeurs assimilées									2 715 499,18	0,34
Titres de créances										
Opérations temporaires sur titres										
Comptes financiers	9 229 371,15	1,17								
PASSIF										
Opérations temporaires sur titres									2 715 499,18	0,34
Comptes financiers										
HORS-BILAN										
Opérations de couverture										
Autres opérations										

(*) Les positions à terme de taux sont présentées en fonction de l'échéance du sous-jacent.

3.4. VENTILATION PAR DEVISE DE COTATION OU D'ÉVALUATION DES POSTES D'ACTIF, DE PASSIF ET DE HORS-BILAN (HORS EUR)

	Devise 1 SEK		Devise 2 USD		Devise 3 GBP		Devise N Autre(s)	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
ACTIF								
Dépôts								
Actions et valeurs assimilées			280 763,37	0,04	52 096,89	0,01	216 302,00	0,03
Obligations et valeurs assimilées								
Titres de créances								
OPC								
Opérations temporaires sur titres	826,74				19,52		1 093,38	
Créances					11,15			
Comptes financiers	494 030,79	0,06	75 531,56	0,01	184 147,77	0,02	125 803,33	0,02
PASSIF								
Opérations de cession sur instruments financiers								
Opérations temporaires sur titres							52,21	
Dettes	413,37						543,69	
Comptes financiers								
HORS-BILAN								
Opérations de couverture								
Autres opérations								

3.5. CRÉANCES ET DETTES : VENTILATION PAR NATURE

	Nature de débit/crédit	31/12/2020
CRÉANCES		
	Dépôts de garantie en espèces	1 856 485,70
	Coupons et dividendes en espèces	8 715,68
	Autres créances	11,15
TOTAL DES CRÉANCES		1 865 212,53
DETTES		
	Frais de gestion fixe	982 919,95
	Collatéraux	5 680 728,03
	Autres dettes	445 936,80
TOTAL DES DETTES		7 109 584,78
TOTAL DETTES ET CRÉANCES		-5 244 372,25

3.6. CAPITAUX PROPRES

3.6.1. Nombre de titres émis ou rachetés

	En parts	En montant
Part LCL ACTIONS EURO		
Parts souscrites durant l'exercice	164 063,219	23 323 955,00
Parts rachetées durant l'exercice	-317 690,479	-47 039 641,98
Solde net des souscriptions/rachats	-153 627,260	-23 715 686,98
Nombre de parts en circulation à la fin de l'exercice	3 760 233,121	
Part LCL ACTIONS EURO C		
Parts souscrites durant l'exercice	1 194 154,122	119 969 635,98
Parts rachetées durant l'exercice	-152 053,579	-15 241 179,42
Solde net des souscriptions/rachats	1 042 100,543	104 728 456,56
Nombre de parts en circulation à la fin de l'exercice	1 915 584,592	

3.6.2. Commissions de souscription et/ou rachat

	En montant
Part LCL ACTIONS EURO	
Total des commissions de souscription et/ou rachat acquises	128,13
Commissions de souscription acquises	128,13
Commissions de rachat acquises	
Part LCL ACTIONS EURO C	
Total des commissions de souscription et/ou rachat acquises	128,13
Commissions de souscription acquises	128,13
Commissions de rachat acquises	

OPCVM LCL ACTIONS EURO

3.7. FRAIS DE GESTION

	31/12/2020
Parts LCL ACTIONS EURO	
Commissions de garantie	
Frais de gestion fixes	7 641 864,94
Pourcentage de frais de gestion fixes	1,40
Frais de gestion variables	
Rétrocessions des frais de gestion	
Parts LCL ACTIONS EURO C	
Commissions de garantie	
Frais de gestion fixes	1 874 820,01
Pourcentage de frais de gestion fixes	1,40
Frais de gestion variables	
Rétrocessions des frais de gestion	

3.8. ENGAGEMENTS REÇUS ET DONNÉS

	31/12/2020
Garanties reçues par l'OPC - dont garanties de capital	
Autres engagements reçus	
Autres engagements donnés	

3.9. AUTRES INFORMATIONS

3.9.1. Valeur actuelle des instruments financiers faisant l'objet d'une acquisition temporaire

	31/12/2020
Titres pris en pension livrée	
Titres empruntés	

3.9.2. Valeur actuelle des instruments financiers constitutifs de dépôts de garantie

	31/12/2020
Instruments financiers donnés en garantie et maintenus dans leur poste d'origine	
Instruments financiers reçus en garantie et non-inscrits au bilan	

OPCVM LCL ACTIONS EURO

3.9.3. Instruments financiers détenus, émis et/ou gérés par le Groupe

	Code ISIN	Libellé	31/12/2020
Actions			675 093,12
	FR0000045072	CREDIT AGRICOLE	675 093,12
Obligations			
TCN			
OPC			618 518 506,18
	FR0013257466	AMUNDI ACTIONS EURO ISR - Z (D)	84 942 913,82
	FR0013257243	AMUNDI ACTIONS FRANCE Z (D)	15 042 261,93
	FR0013257474	AMUNDI ACTIONS RESTRUCTURATIONS Part Z-D	10 386 776,21
	FR0007435920	AMUNDI CASH INSTITUTIONS SRI I	289 850,90
	FR0013257268	AMUNDI EQUITY EURO CONSERVATIVE PART Z D	45 478 831,30
	LU1691800830	AMUNDI FUNDS EUROLAND EQUITY DYNAMIC MULTI FACTORS QX EUR C	92 310 418,43
	LU1883305259	AMUNDI FUNDS EUROLAND EQUITY J2 EUR C	29 052 216,15
	LU1328850521	AMUNDI FUNDS EUROLAND EQUITY RISK PARITY I EUR AD D	76 071 567,51
	LU1638831393	AMUNDI FUNDS EUROLAND EQUITY SMALL CAP Z EUR AD D	15 820 044,47
	LU1880392789	AMUNDI FUNDS EUROLAND EQUITY Z EUR AD D	114 282 188,66
	LU1880392607	AMUNDI FUNDS EUROLAND EQUITY Z EUR C	12 487 601,22
	LU1691801218	AMUNDI FUNDS EUROPEAN EQUITY DYNAMIC MULTI FACTORS QX EUR C	3 107 613,57
	LU1691800160	AMUNDI FUNDS EUROPEAN EQUITY RISK PARITY I EUR C	3 215 849,30
	FR0010173237	AMUNDI SERENITE PEA PEA I-C	2 776 491,19
	FR0010179671	AMUNDI SERENITE PEA PEA I-D	7 592 012,97
	FR0011884048	AMUNDI TRANSMISSION ACTIONS	3 130 677,80
	FR0013256211	CPR Actions Euro Restructurations Z-D	66 250 038,01
	FR0000291239	CPR CASH P	1 087 366,84
	FR0013246238	CPR EURO HIGH DIVIDEND Z-C	1 399 051,55
	FR0013258563	CPR EURO HIGH DIVIDEND Z-D	13 183 069,99
	LU1584068610	CPR INVEST - EUROPE SPECIAL SITUATIONS Z	5 617 241,50
	FR0013246246	CPR SILVER AGE PART Z-C	14 994 422,86
Instruments financiers à terme			
Total des titres du groupe			619 193 599,30

OPCVM LCL ACTIONS EURO

3.10. TABLEAU D'AFFECTION DES SOMMES DISTRIBUABLES

Tableau d'affectation de la quote-part des sommes distribuables afférente au résultat

	31/12/2020	31/12/2019
Sommes restant à affecter		
Report à nouveau	36 828,18	9 857,25
Résultat	13 917 740,40	14 242 848,35
Total	13 954 568,58	14 252 705,60

	31/12/2020	31/12/2019
Parts LCL ACTIONS EURO		
Affectation		
Distribution	10 303 038,75	12 367 798,80
Report à nouveau de l'exercice	31 115,69	38 332,86
Capitalisation		
Total	10 334 154,44	12 406 131,66
Informations relatives aux parts ouvrant droit à distribution		
Nombre de parts	3 760 233,121	3 913 860,381
Distribution unitaire	2,74	3,16
Crédit d'impôt		
Crédit d'impôt attachés à la distribution du résultat	418 078,82	892 727,24

	31/12/2020	31/12/2019
Parts LCL ACTIONS EURO C		
Affectation		
Distribution		
Report à nouveau de l'exercice		
Capitalisation	3 620 414,14	1 846 573,94
Total	3 620 414,14	1 846 573,94

OPCVM LCL ACTIONS EURO

Tableau d'affectation de la quote-part des sommes distribuables afférente aux plus et moins-values nettes

	31/12/2020	31/12/2019
Sommes restant à affecter		
Plus et moins-values nettes antérieures non distribuées	70 724 613,69	90 776 273,82
Plus et moins-values nettes de l'exercice	-17 729 539,51	-19 710 011,33
Acomptes versés sur plus et moins-values nettes de l'exercice		
Total	52 995 074,18	71 066 262,49

	31/12/2020	31/12/2019
Parts LCL ACTIONS EURO		
Affectation		
Distribution		
Plus et moins-values nettes non distribuées	57 573 212,09	73 614 123,01
Capitalisation		
Total	57 573 212,09	73 614 123,01

	31/12/2020	31/12/2019
Parts LCL ACTIONS EURO C		
Affectation		
Distribution		
Plus et moins-values nettes non distribuées		
Capitalisation	-4 578 137,91	-2 547 860,52
Total	-4 578 137,91	-2 547 860,52

3.11. Tableau des résultats et autres éléments caractéristiques de l'entité au cours des cinq derniers exercices

	30/12/2016	29/12/2017	31/12/2018	31/12/2019	31/12/2020
Actif net Global en EUR	831 791 297,10	944 935 361,91	694 745 718,56	731 366 654,20	790 303 571,34
Parts LCL ACTIONS EURO EUR					
Actif net	720 179 416,34	733 528 877,56	576 522 509,77	635 673 140,22	584 074 715,63
Nombre de titres	4 868 301,258	4 495 630,097	4 210 813,580	3 913 860,381	3 760 233,121
Valeur liquidative unitaire	147,93	163,16	136,91	162,41	155,32
+/- values nettes unitaire non distribuées		25,82	23,19	18,80	15,31
Capitalisation unitaire sur +/- values nettes	-1,56				
Distribution unitaire sur résultat (*)	1,92	3,29	3,72	3,16	2,74
Crédit d'impôt unitaire	0,128	0,089		0,233	(*)
Parts LCL ACTIONS EURO C EUR					
Actif net	111 611 880,76	211 406 484,35	118 223 208,79	95 693 513,98	206 228 855,71
Nombre de titres	1 184 863,644	2 009 944,328	1 311 395,611	873 484,049	1 915 584,592
Valeur liquidative unitaire	94,19	105,18	90,15	109,55	107,65
Capitalisation unitaire sur +/- values nettes	-0,98	16,63	-1,76	-2,91	-2,38
Capitalisation unitaire sur résultat	1,22	2,11	2,44	2,11	1,88

(*) Le crédit d'impôt unitaire ne sera déterminé qu'à la date de mise en distribution, conformément aux dispositions fiscales en vigueur.

3.12. Inventaire détaillé des instruments financiers en EUR

Désignation des valeurs	Devise	Qté Nbre ou nominal	Valeur actuelle	% Actif Net
Actions et valeurs assimilées				
Actions et valeurs assimilées négociées sur un marché réglementé ou assimilé				
ALLEMAGNE				
ADIDAS NOM.	EUR	8 666	2 581 601,40	0,33
ALLIANZ SE-REG	EUR	19 266	3 866 686,20	0,49
BASF SE	EUR	46 281	2 995 306,32	0,38
BEIERSDORF AG	EUR	7 814	737 954,16	0,10
BMW BAYERISCHE MOTOREN WERKE	EUR	11 951	863 220,73	0,10
CARL ZEISS MEDITEC AG	EUR	4 389	477 962,10	0,06
COMMERZBANK AG	EUR	41 287	217 417,34	0,03
COVESTRO AG	EUR	20 859	1 052 962,32	0,14
DAIMLER AG-REGISTERED SHARES	EUR	56 979	3 292 816,41	0,42
DELIVERY HERO SE	EUR	8 532	1 083 564,00	0,13
DEUTSCHE BOERSE AG	EUR	9 421	1 311 874,25	0,17
DEUTSCHE POST AG NAMEN	EUR	42 271	1 711 975,50	0,22
DEUTSCHE TELEKOM AG	EUR	45 736	683 981,88	0,09
DEUTSCHE WOHNEN SE	EUR	716	31 282,04	
EVONIK INDUSTRIES AG	EUR	36 884	984 065,12	0,13
FUCHS PETROLUB PREF.	EUR	27 064	1 256 852,16	0,15
HENKEL AG AND CO.KGAA NON VTG PRF	EUR	8 176	754 644,80	0,09
HOCHTIEF	EUR	12	954,60	
INFINEON TECHNOLOGIES	EUR	56 473	1 772 687,47	0,23
KNORR-BREMSE AG	EUR	8 419	940 233,92	0,12
LANXESS AG	EUR	5 043	316 498,68	0,04
MERCK KGA	EUR	6 108	857 257,80	0,11
MUENCHENER RUECKVERSICHERUNG AG	EUR	11 607	2 818 179,60	0,36
NEMETSCHKE	EUR	41	2 476,40	
PORSCHE A HOLDING	EUR	22 515	1 269 846,00	0,17
PUMA SE	EUR	41 361	3 816 793,08	0,48
SAP SE	EUR	45 652	4 894 807,44	0,62
SARTORIUS PRIV.	EUR	4 226	1 452 053,60	0,18
SIEMENS AG-REG	EUR	22 793	2 678 633,36	0,34
SIEMENS ENERGY AG	EUR	4 554	136 620,00	0,01
SYMRISE AG	EUR	2 805	304 062,00	0,04
TEAMVIEWER AG	EUR	9 913	434 486,79	0,05
TELEFONICA DEUTSCHLAND HOLDI	EUR	317 283	715 473,17	0,09
VONOVIA SE	EUR	25 643	1 532 425,68	0,19
ZALANDO SE	EUR	419	38 154,14	
TOTAL ALLEMAGNE			47 885 810,46	6,06
AUTRICHE				
ANDRITZ AG	EUR	5 557	208 276,36	0,03
ERSTE GROUP BANK	EUR	410	10 225,40	
TOTAL AUTRICHE			218 501,76	0,03
BELGIQUE				
ANHEUSER BUSCH INBEV SA/NV	EUR	32 916	1 876 541,16	0,24

3.12. Inventaire détaillé des instruments financiers en EUR

Désignation des valeurs	Devise	Qté Nbre ou nominal	Valeur actuelle	% Actif Net
ETABLISSEMENTS COLRUYT	EUR	18 755	909 054,85	0,12
GBL GROUPE BRUXELLES LAMBERT SA	EUR	3 612	298 062,24	0,04
KBC GROUPE	EUR	6 604	378 277,12	0,05
SOLVAY	EUR	7 809	756 535,92	0,09
UMICORE	EUR	3 415	134 175,35	0,02
UNION CHIMIQUE BELGE/ UCB	EUR	8 463	714 954,24	0,09
TOTAL BELGIQUE			5 067 600,88	0,65
DANEMARK				
ORSTED	DKK	917	153 193,68	0,02
TOTAL DANEMARK			153 193,68	0,02
ESPAGNE				
BANCO DE BILBAO VIZCAYA S.A.	EUR	247 466	998 525,31	0,13
BANCO SANTANDER S.A.	EUR	366 795	930 925,71	0,12
CELLNEX TELECOM SA	EUR	39 069	1 919 069,28	0,24
GRIFOLS SA SHARES A	EUR	102	2 435,76	
IBERDROLA S.A.	EUR	234 427	2 742 795,90	0,35
INDITEX	EUR	30 693	799 245,72	0,10
NATURGY ENERGY GROUP SDG-E	EUR	97 494	1 848 486,24	0,24
RED ELECTRICA DE ESPANA	EUR	76 110	1 276 745,25	0,16
REPSOL	EUR	19	156,75	-0,01
SIEMENS GAMESA RENEWABLE ENE	EUR	10 827	358 265,43	0,04
TOTAL ESPAGNE			10 876 651,35	1,37
FINLANDE				
FORTUM CORPORATION	EUR	140 341	2 764 717,70	0,35
NESTE OYJ	EUR	35 990	2 129 168,40	0,27
NOKIA (AB) OYJ	EUR	257 446	811 212,35	0,10
SAMPO OYJ A	EUR	7 183	248 316,31	0,03
UPM-KYMMENE OY	EUR	18 804	572 957,88	0,07
TOTAL FINLANDE			6 526 372,64	0,82
FRANCE				
ACCOR	EUR	1 124	33 270,40	
AIRBUS SE	EUR	39 498	3 546 130,44	0,45
AIR LIQUIDE	EUR	5 129	688 568,25	0,09
ALSTOM	EUR	32 166	1 499 257,26	0,19
ARKEMA	EUR	2 083	194 760,50	0,03
ATOS SE	EUR	3 908	292 240,24	0,04
AXA	EUR	6 731	131 335,27	0,01
BNP PARIBAS	EUR	88 485	3 814 145,93	0,48
BOUYGUES	EUR	4 277	143 921,05	0,02
CAPGEMINI SE	EUR	5 708	723 774,40	0,09
CREDIT AGRICOLE	EUR	65 416	675 093,12	0,08
DANONE	EUR	42 702	2 295 659,52	0,29
DASSAULT AVIATION	EUR	961	862 017,00	0,10
DASSAULT SYSTEMES	EUR	7 593	1 261 576,95	0,16
EDENRED	EUR	5 488	254 698,08	0,03
EDF	EUR	78 653	1 014 230,44	0,13

3.12. Inventaire détaillé des instruments financiers en EUR

Désignation des valeurs	Devise	Qté Nbre ou nominal	Valeur actuelle	% Actif Net
ESSILORLUXOTTICA	EUR	10 060	1 283 153,00	0,16
EURAZEO	EUR	8 068	447 774,00	0,06
FAURECIA EX BERTRAND FAURE	EUR	4 213	176 566,83	0,02
GECINA NOMINATIVE	EUR	834	105 334,20	0,02
GETLINK SE	EUR	83 300	1 181 194,00	0,15
ILIAD	EUR	1 493	250 973,30	0,03
IMERYS EX IMETAL	EUR	3 745	144 781,70	0,02
IPSEN	EUR	6 917	469 664,30	0,06
KERING	EUR	1 502	892 788,80	0,11
L'OREAL	EUR	8 681	2 698 054,80	0,35
LA FRANCAISE DES JEUX	EUR	3 233	120 946,53	0,01
LEGRAND SA	EUR	9 217	672 841,00	0,09
LVMH (LOUIS VUITTON - MOET HENNESSY)	EUR	10 273	5 248 475,70	0,66
ORANGE	EUR	57 616	560 834,14	0,07
PERNOD RICARD	EUR	1 411	221 244,80	0,03
PEUGEOT	EUR	20 482	458 182,34	0,06
PUBLICIS GROUPE SA	EUR	38 314	1 561 678,64	0,20
REMY COINTREAU	EUR	1 892	288 151,60	0,04
RUBIS	EUR	414	15 723,72	0,01
SAFRAN SA	EUR	21 261	2 465 212,95	0,31
SAINT-GOBAIN	EUR	1 271	47 662,50	0,01
SANOFI	EUR	32 484	2 556 490,80	0,32
SARTORIUS STEDIM BIOTECH	EUR	7 107	2 069 558,40	0,26
SCHNEIDER ELECTRIC SA	EUR	14 909	1 763 734,70	0,22
SOCIETE GENERALE SA	EUR	15 457	263 109,05	0,03
SODEXO / EX SODEXHO ALLIANCE	EUR	6 673	461 905,06	0,06
SR TELEPERFORMANCE	EUR	3 735	1 013 305,50	0,13
THALES	EUR	17 349	1 299 440,10	0,17
TOTAL SE	EUR	94 501	3 335 885,30	0,42
UNIBAIL-RODAMCO-WESTFIELD	EUR	14 995	968 377,10	0,12
VALEO SA	EUR	18 696	603 506,88	0,08
VEOLIA ENVIRONNEMENT	EUR	33 475	669 834,75	0,09
VINCI (EX SGE)	EUR	6 863	558 373,68	0,07
VIVENDI	EUR	46 109	1 216 355,42	0,15
WORLDLINE SA	EUR	9 358	740 217,80	0,09
TOTAL FRANCE			54 262 012,24	6,87
IRLANDE				
CRH PLC	EUR	23 549	801 136,98	0,10
KERRY GROUP	EUR	2 908	344 598,00	0,04
KINGSPAN GROUP	EUR	16 492	946 640,80	0,12
TOTAL IRLANDE			2 092 375,78	0,26
ITALIE				
AMPLIFON	EUR	24 163	822 508,52	0,11
DAVIDE CAMPARI-MILANO NV	EUR	92 593	864 818,62	0,11
DIASORIN SPA	EUR	928	157 852,80	0,02
ENEL SPA	EUR	59 308	490 833,01	0,06

3.12. Inventaire détaillé des instruments financiers en EUR

Désignation des valeurs	Devise	Qté Nbre ou nominal	Valeur actuelle	% Actif Net
ENI SPA	EUR	7 127	60 921,60	0,01
FINECOBANK SPA	EUR	57 269	767 404,60	0,09
INTESA SANPAOLO	EUR	762 685	1 458 711,33	0,18
LEONARDO SPA	EUR	35 594	210 360,54	0,02
MEDIOBANCA SPA	EUR	84 477	636 956,58	0,08
MONCLER SPA	EUR	11 572	580 220,08	0,08
NEXI SPA	EUR	16 752	273 727,68	0,03
POSTE ITALIANE	EUR	144 932	1 205 834,24	0,16
RECORDATI INDUSTRIA CHIMICA E FARMACEUTICA	EUR	14 084	638 427,72	0,08
SALVATORE FERRAGAMO	EUR	4 667	74 018,62	0,01
SNAM	EUR	49 684	228 596,08	0,03
TELECOM ITALIA	EUR	1 170 631	496 113,42	0,06
UNICREDIT SPA	EUR	6 480	49 559,04	0,01
TOTAL ITALIE			9 016 864,48	1,14
LUXEMBOURG				
AROUNDTOWN RTS	EUR	73 241		
AROUNDTOWN SA	EUR	73 241	448 234,92	0,06
EUROFINS SCIENTIFIC	EUR	16 560	1 136 512,80	0,14
TOTAL LUXEMBOURG			1 584 747,72	0,20
PAYS-BAS				
ADYEN NV	EUR	1 364	2 598 420,00	0,33
AEGON	EUR	11 609	37 555,12	0,01
AKZO NOBEL	EUR	7 375	647 967,50	0,08
ARGEN-X SE - W/I	EUR	11	2 662,00	
ASML HOLDING NV	EUR	15 713	6 246 703,15	0,79
CNH INDUSTRIAL NV	EUR	144 332	1 490 227,90	0,19
EXOR HOLDING NV	EUR	14 680	972 109,60	0,12
FERRARI NV	EUR	4 464	842 133,60	0,11
FIAT INVESTMENTS NV	EUR	74 009	1 084 971,94	0,14
HEINEKEN	EUR	10 075	919 041,50	0,11
HEINEKEN HOLDING NEW	EUR	3 754	289 245,70	0,03
ING GROEP NV	EUR	135 343	1 034 155,86	0,13
KONINKLIJKE AHOLD NV	EUR	10 469	241 938,59	0,03
KONINKLIJKE DSM	EUR	14 269	2 009 075,20	0,25
KONINKLIJKE KPN NV	EUR	92 191	229 279,02	0,03
PROSUS NV	EUR	20 462	1 808 022,32	0,23
QIAGEN	EUR	11 031	468 265,95	0,06
RANDSTAD N.V.	EUR	14 947	795 778,28	0,10
ROYAL PHILIPS	EUR	29 847	1 306 701,66	0,17
STMICROELECTRONICS NV	EUR	64 423	1 968 122,65	0,25
TOTAL PAYS-BAS			24 992 377,54	3,16
PORTUGAL				
GALP ENERGIA SGPS SA CLASSE B	EUR	49 692	435 003,77	0,06
TOTAL PORTUGAL			435 003,77	0,06
ROYAUME-UNI				
COCACOLA EUROPEAN PARTN	USD	6 894	280 763,37	0,03

3.12. Inventaire détaillé des instruments financiers en EUR

Désignation des valeurs	Devise	Qté Nbre ou nominal	Valeur actuelle	% Actif Net
OCADO GROUP PLC	GBP	2 039	52 096,89	0,01
UNILEVER PLC	EUR	9 289	460 409,29	0,06
TOTAL ROYAUME-UNI			793 269,55	0,10
SUISSE				
TEMENOS AG - REG	CHF	552	63 108,32	0,01
TOTAL SUISSE			63 108,32	0,01
TOTAL Actions et valeurs assimilées négociées sur un marché réglementé ou assimilé			163 967 890,17	20,75
TOTAL Actions et valeurs assimilées			163 967 890,17	20,75
Organismes de placement collectif				
OPCVM et FIA à vocation générale destinés aux non professionnels et équivalents d'autres pays				
FRANCE				
AMUNDI ACTIONS EURO ISR - Z (D)	EUR	839,94	84 942 913,82	10,75
AMUNDI ACTIONS FRANCE Z (D)	EUR	166,947	15 042 261,93	1,90
AMUNDI ACTIONS RESTRUCTURATIONS Part Z-D	EUR	101,724	10 386 776,21	1,32
AMUNDI CASH INSTITUTIONS SRI I	EUR	1,334	289 850,90	0,04
AMUNDI EQUITY EURO CONSERVATIVE PART Z D	EUR	431,217	45 478 831,30	5,75
AMUNDI SERENITE PEA PEA I-C	EUR	251,415	2 776 491,19	0,35
AMUNDI SERENITE PEA PEA I-D	EUR	1 295,279	7 592 012,97	0,96
AMUNDI TRANSMISSION ACTIONS	EUR	19 781,864	3 130 677,80	0,40
CPR Actions Euro Restructurations Z-D	EUR	677,815	66 250 038,01	8,38
CPR CASH P	EUR	49	1 087 366,84	0,13
CPR EURO HIGH DIVIDEND Z-C	EUR	13,976	1 399 051,55	0,17
CPR EURO HIGH DIVIDEND Z-D	EUR	160,433	13 183 069,99	1,67
CPR SILVER AGE PART Z-C	EUR	138,94	14 994 422,86	1,90
TOTAL FRANCE			266 553 765,37	33,72
LUXEMBOURG				
AMUNDI FUNDS EUROLAND EQUITY DYNAMIC MULTI FACTORS QX EUR C	EUR	86 664,243	92 310 418,43	11,68
AMUNDI FUNDS EUROLAND EQUITY J2 EUR C	EUR	19 047,511	29 052 216,15	3,68
AMUNDI FUNDS EUROLAND EQUITY RISK PARITY I EUR AD D	EUR	64 270,805	76 071 567,51	9,63
AMUNDI FUNDS EUROLAND EQUITY SMALL CAP Z EUR AD D	EUR	15 279,9	15 820 044,47	2,00
AMUNDI FUNDS EUROLAND EQUITY Z EUR AD D	EUR	109 677,91	114 282 188,66	14,46
AMUNDI FUNDS EUROLAND EQUITY Z EUR C	EUR	11 515,678	12 487 601,22	1,58
AMUNDI FUNDS EUROPEAN EQUITY DYNAMIC MULTI FACTORS QX EUR C	EUR	2 859,311	3 107 613,57	0,39
AMUNDI FUNDS EUROPEAN EQUITY RISK PARITY I EUR C	EUR	2 877,769	3 215 849,30	0,41
CPR INVEST - EUROPE SPECIAL SITUATIONS Z	EUR	53,6294	5 617 241,50	0,71
TOTAL LUXEMBOURG			351 964 740,81	44,54
TOTAL OPCVM et FIA à vocation générale destinés aux non professionnels et équivalents d'autres pays			618 518 506,18	78,26
TOTAL Organismes de placement collectif			618 518 506,18	78,26
Titres reçus en garantie				
Actions et valeurs assimilées négociées sur un marché réglementé ou assimilé				
ATLANTIA EX AUTOSTRIDE	EUR	2 276	33 491,34	
ELEC DE PORTUGAL	EUR	32 768	168 951,81	0,03
TOTAL Actions et valeurs assimilées négociées sur un marché réglementé ou assimilé			202 443,15	0,03

3.12. Inventaire détaillé des instruments financiers en EUR

Désignation des valeurs	Devise	Qté Nbre ou nominal	Valeur actuelle	% Actif Net
Obligations et valeurs assimilées négociées sur un marché réglementé ou assimilé				
BELGIUM GOVERNMENT BOND 0.8% 22-06-28	EUR	2 454 870	2 715 499,18	0,34
TOTAL Obligations et valeurs assimilées négociées sur un marché réglementé ou assimilé			2 715 499,18	0,34
TOTAL Titres reçus en garantie			2 917 942,33	0,37
Dettes représentatives des titres reçus en garantie			-2 917 942,33	-0,37
Créance représentative de titres prêtés				
ALLEMAGNE				
DAIMLER AG-REGISTERED SHARES	EUR	1 000	57 790,00	0,01
DELIVERY HERO SE	EUR	400	50 800,00	0,02
HOCHTIEF	EUR	700	55 685,00	
NEMETSCHEK	EUR	1 000	60 400,00	0,01
ZALANDO SE	EUR	8 000	728 480,00	0,09
TOTAL ALLEMAGNE			953 155,00	0,13
BELGIQUE				
UMICORE	EUR	1 200	47 148,00	0,01
TOTAL BELGIQUE			47 148,00	0,01
ESPAGNE				
GRIFOLS SA SHARES A	EUR	21 600	515 808,00	0,07
NATURGY ENERGY GROUP SDG-E	EUR	7 500	142 200,00	0,01
REPSOL	EUR	7 100	58 575,00	0,01
TOTAL ESPAGNE			716 583,00	0,09
FRANCE				
AXA	EUR	29 400	573 652,80	0,08
BOUYGUES	EUR	2 700	90 855,00	0,01
PERNOD RICARD	EUR	200	31 360,00	
VEOLIA ENVIRONNEMENT	EUR	600	12 006,00	
TOTAL FRANCE			707 873,80	0,09
ITALIE				
DIASORIN SPA	EUR	400	68 040,00	0,01
MEDIOBANCA SPA	EUR	11 900	89 726,00	0,01
SALVATORE FERRAGAMO	EUR	3 200	50 752,00	0,01
SNAM	EUR	50 000	230 050,00	0,02
UNICREDIT SPA	EUR	8 300	63 478,40	0,01
TOTAL ITALIE			502 046,40	0,06
PAYS-BAS				
AEGON	EUR	35 000	113 225,00	0,01
ARGEN-X SE - W/I	EUR	2 500	605 000,00	0,07
HEINEKEN	EUR	2 000	182 440,00	0,03
TOTAL PAYS-BAS			900 665,00	0,11
TOTAL Créance représentative de titres prêtés			3 827 471,20	0,49
Indemnités sur titres prêtés			3 673,18	
Indemnités sur titres empruntés			91,72	
Instruments financier à terme				
Engagements à terme fermes				
Engagements à terme fermes sur marché réglementé ou assimilé				

3.12. Inventaire détaillé des instruments financiers en EUR

Désignation des valeurs	Devise	Qté Nbre ou nominal	Valeur actuelle	% Actif Net
EURO STOXX 50 0321	EUR	440	255 350,00	0,03
TOTAL Engagements à terme fermes sur marché réglementé ou assimilé			255 350,00	0,03
TOTAL Engagements à terme fermes			255 350,00	0,03
TOTAL Instruments financier à terme			255 350,00	0,03
Appel de marge				
APPEL MARGE CACEIS	EUR	-254 410,01	-254 410,01	-0,03
TOTAL Appel de marge			-254 410,01	-0,03
Créances			1 865 212,53	0,23
Dettes			-7 109 584,78	-0,90
Comptes financiers			9 229 371,15	1,17
Actif net			790 303 571,34	100,00

Parts LCL ACTIONS EURO	EUR	3 760 233,121	155,32
Parts LCL ACTIONS EURO C	EUR	1 915 584,592	107,65

Complément d'information relatif au régime fiscal du coupon

Décomposition du coupon : Part LCL ACTIONS EURO

	NET GLOBAL	DEVISE	NET UNITAIRE	DEVISE
Revenus soumis à un prélèvement à la source obligatoire non libératoire	4 813 098,39	EUR	1,28	EUR
Actions ouvrant droit à abattement et soumis à un prélèvement à la source obligatoire non libératoire	5 489 940,36	EUR	1,46	EUR
Autres revenus n'ouvrant pas droit à abattement et soumis à un prélèvement à la source obligatoire non libératoire				
Revenus non déclarables et non imposables				
Montant des sommes distribuées sur les plus et moins-values				
TOTAL	10 303 038,75	EUR	2,74	EUR

Amundi Asset Management, Société par actions Simplifiée - SAS au capital de 1 086 262 605 €.
Société de gestion de portefeuille agréée par l'AMF sous le numéro GP 04 000 036.
Siège social : 90 boulevard Pasteur - 75015 Paris - France - 437 574 452 RCS Paris - www.amundi.com

Amundi
ASSET MANAGEMENT